

Try
Black Horse
ALE
100 Years of Brewing
experience behind it

The Labor World



Le Monde Ouvrier

Drink
DOW'S ALE
Standard of Strength
and Quality

Rédaction et administration: 9 et 11 rue Saint-Paul Ouest.

"INSTRUIRE ET AMELIORER"

Téléphone: Main 1698 — Le numéro: CINQ SOUS PARTOUT

Tous sont d'Accord

Pour réclamer une loi de réparation des accidents du travail basée sur l'assurance d'Etat et administrée par une commission.

Au cours de septembre, trois conférences ouvrières ont tenu leurs assises et ont discuté une variété de sujets plus ou moins intéressants. Je ne suis pas prêt à dire que ces trois conférences avaient la même importance, ni que chacune d'elles représentait le même nombre de membres; mais, sans crainte de contradiction — même de la part des plus intrinsiquants de chaque groupe — on peut affirmer que chacune d'elles avait autorité de parler au Québec tout en particulier, et que ces trois groupes réunis représentaient la totalité des ouvriers organisés, de ceux qui pensent et qui luttent pour améliorer leurs conditions de travail et leur salaire tout profitent ceux qui, par ignorance ou par entêtement, refusent de devenir membres d'une union ouvrière et de donner le coup d'épaulé à la roue.

Par ordre de priorité et d'importance numérique, en tant que la province de Québec est concernée, le Congrès des Métiers et du Travail du Canada, auquel sont affiliées toutes les unions internationales et un certain nombre d'unions nationales fédérales, fut le premier à tenir sa quarante et unième conférence annuelle à Ottawa la première semaine de septembre. Comme à tout seigneur tout honneur, c'est à cette conférence que se discutèrent le plus grand nombre de sujets des plus importants au point de vue général de la classe ouvrière entière; c'est encore cette conférence qui bat la marche dans la voie du progrès et qui réclame le plus de législation ouvrière. En plus des questions soumises dans les rapports de l'Exécutif général et des Exécutifs provinciaux, dont plusieurs sont d'un intérêt primordial, quatre-vingt-quatre résolutions furent présentées et discutées, couvrant un vaste champ d'action dans le domaine industriel, économique et social.

La Fédération Canadienne du Travail — qui recrute la plus grande partie de ses membres dans les métiers de la construction de Montréal et de Québec et qui compte quelques unités dans l'Ontario et les provinces de l'Ouest — se réunit à Québec, au cours de la troisième semaine de ce mois. Son programme de résolutions ne fut pas très étendu, mais plusieurs de celles-ci avaient un caractère d'intérêt spécial mais surtout local.

Enfin, la Confédération des Travailleurs Catholiques du Canada, qui se compose des syndicats catholiques en existence principalement dans la ville de Québec et autres petits centres industriels de la province de Québec et quelques-uns à Montréal — et qui prétend avoir 40,000 affiliés, plutôt sur le papier qu'effectivement, d'après des gens qui se disent bien informés — eut trois jours de conférence à Trois-Rivières. En dehors des sujets d'un caractère purement religieux et qui n'ont rien à faire avec la solution des problèmes économiques, le programme fut plutôt restreint. Toutefois, quelques-unes des résolutions adoptées méritent considération, car elles traitent de questions d'un intérêt vital pour tous.

Laissons de côté les questions sur lesquelles ces trois groupes ne pourraient jamais s'entendre et sur lesquelles il est absolument inutile de chercher à établir un rapprochement. Heureusement que cette divergence d'opinions ne touche que la forme de l'organisation elle-même: les uns affirment que tant que le Capital sera international et ne connaîtra pas de frontières, le Travail doit faire de même et lutter avec lui à armes égales, que si la classe ouvrière est opprimée et mal payée dans le pays, le contre-coup s'en fait ressentir chez la classe ouvrière des autres pays par suite de la concurrence déloyale qui se fera forcément sur le marché mondial et que les ouvriers du monde civilisé, et à plus forte raison ceux d'un même continent, sont solidaires les uns des autres.

Ceux qui croient en un mouvement strictement national peuvent avoir un semblant de raison dans leur argument et il est fort possible qu'un jour viendra où cette idée de fédération canadienne du travail sera son chemin, mais, même si cela arrivait, il faudrait tout de même faire bloc avec nos confrères de la grande République étoilée et maintenir des relations fraternelles et des échanges de cartes de travail avec eux. Cela pourrait se resumer à une alliance offensive et défensive entre les ouvriers des Etats-Unis et ceux du Canada.

Enfin, et pour finir, il y a ceux qui prétendent que les unions catholiques devraient suivre à la lettre l'encyclique *Rerum Novarum* de Léon XIII et n'avoir rien à faire avec leurs camarades de travail d'une autre religion. Cela pourrait, à la rigueur, se pratiquer dans un pays exclusivement peuplé de catholiques; mais est-ce possible dans des pays à grande majorité protestante? Comme le but de cet article n'est pas de discuter cette phase de la question, inutile d'en dire plus long sur ce sujet, et revenons à nos moutons.

Ces trois groupes ont été unanimes à exprimer l'opinion que la loi de réparation des accidents du travail de la province de Québec ne leur donne pas satisfaction, qu'elle est un nid à procès et qu'elle ne fait l'affaire que d'un groupe de la société, dont un certain nombre de ses membres en vivent ou tout au moins en retirent le plus clair de leurs revenus: les avocats; et encore il est un fait reconnu que bien des bureaux d'avocats refusent absolument de s'occuper des causes d'accidents du travail. Cette unanimité d'opinions est la meilleure preuve que notre loi ne répond plus — on pourrait dire avec raison qu'elle n'a jamais répondu — aux besoins de la situation et qu'il est grand temps que la province de Québec se décide à adopter une législation moderne et effective qui supprime l'exploitation odieuse dont patrons et accidentés sont les victimes.

Voici la résolution qui fut adoptée par le Congrès des Métiers et du Travail du Canada, à ce sujet:

Résolution soumise par le Conseil des Métiers et du Travail de Montréal: Attendu que, lors de la dernière session provinciale, le gouvernement a remis l'étude du rapport de la Commission d'étude sur la réparation des accidents du travail nommée par lui; attendu, que la raison invoquée pour ce délai était que le gouvernement voulait profiter de l'expérience qui serait acquise à la suite de la discussion de cet important sujet à la Conférence internationale du Travail de Genève; attendu, que le rapport de cette Conférence ainsi que le projet de convention qui y fut adopté doivent être maintenant entre les mains du gouvernement, vu qu'il était officiellement représenté à cette Conférence par l'hon. L. Lapierre; attendu, que ce projet de loi de réparation des accidents du travail est maintenant soumis pour ratification aux pays contractants de la Société des Nations, dont le Canada est partie intégrale; qu'il soit résolu, que le Congrès des Métiers et du Travail du Canada instruisse son Exécutif provincial pour Québec de faire une vive pression sur le gouvernement de cette province pour qu'il ratifie le projet de convention de la Conférence de Genève et, de plus, qu'il donne suite aux recommandations faites par les représentants ouvriers sur la Commission d'étude en ce qui concerne la nomination d'une commission dite des accidents du travail qui aurait pleins pouvoirs pour établir un système d'assurance obligatoire, fixerait et percevrait les primes d'assurances, indemniserait les accidentés et leurs dépendants et réglerait toutes les causes sans l'intervention des tribunaux.

Il a, de plus, adopté une autre résolution couvrant l'indemnisation pour la hernie industrielle, laquelle se lit comme suit:

Résolution soumise par le Conseil Provincial des Charpentiers d'Ontario: Attendu, que le Bureau des compensations ouvrières d'Ontario ne reconnaît pas la hernie industrielle, et attendu que beaucoup de travailleurs souffrent d'une hernie contractée au cours de leur emploi, sans qu'il y ait eu faute de leur part, et qu'ils ont beaucoup à en souffrir; en conséquence, qu'il soit résolu, que cette convention demande au gouvernement d'Ontario d'inclure la hernie industrielle dans la liste des accidents prévus dans les règlements relatifs à la Loi des compensations ouvrières.

La Fédération Canadienne du Travail n'y est pas allée par quatre chemins pour exprimer ce que ses membres voulaient. Voici ce qu'ils ont adopté:

Au gouvernement provincial de Québec, le congrès a demandé que la prochaine loi des compensations pour les accidents du travail soit faite suivant le modèle de la loi provinciale de l'Ontario, et que cette loi d'Ontario soit recommandée, comme modèle des lois de réparation d'accidents du Travail, à tous les gouvernements des provinces.

La Construction

Depuis deux années les pessimistes de nature nous présentent une diminution dans la construction, toujours avec un démenti par l'activité des constructeurs à ériger de nouvelles maisons. Alors nos malades se rabatent sur la prédiction qu'il y aura des faillites sensationnelles, de telles et telles maisons, tout comme si le malheur d'un autre pouvait faire leur fortune. Cela est certainement un signe de faiblesse et au détriment du commerce en ce que le résultat est souvent d'affoler ceux qui ont trop de bois dans leur cour et de les porter à sacrifier leur surplus, chose, soit dit en passant, qui ne serait pas arrivé, malgré leur pessimisme, si leurs achats n'avaient pas été faits au cours d'une réaction optimiste et en trop grande quantité, tout comme si l'achat de gros lots de bois pouvait nuire à un concurrent.

La construction est réglementée comme tout autre chose, par le demandeur de pour les lois. Or, existe-t-il une demande réelle pour cela? Nous croyons pouvoir répondre dans l'affirmative et, ce qui est encore mieux, de prouver facilement notre prétention.

Montréal, ville d'un million de population, compte d'après les décomptes officiels trois mille cinq cent logis vides. Or ces logis peuvent loger, tout au plus, quinze mille personnes. Quand l'on se rend compte que beaucoup de ces logis vides ne sont pas habitables, l'on a du logis vacant pour pouvoir loger convenablement de dix à douze mille personnes.

Maintenant raisonnons un peu, "à la Babson". Le résultat final de ce petit calcul est que quatre-vingt-dix-huit et demi à quatre-vingt-neuf pour cent des logis sont vides. Ne perdant pas de vue le fait que nous sommes dans le temps des vacances, nous pouvons entrevoir l'enlèvement rapide des logis à louer avec le résultat final d'une autre période de prospérité pour la construction et ses fournisseurs.

Car après tout, les capitaux abondent et à des taux de plus en plus bas. Suivant la remarque toute récente d'un préteur de beaucoup d'expérience: "Un ralentissement sensible perdrait six mois dans la construction, chaque année crise du logement, chose indésirable à tous." — *La Revue Mensuelle des Marchands de bois.*

UN BEAU GESTE

La Robert Mitchell Company, Limited, de Saint-Henri, Montréal, P. Q., a récemment offert à ses fonctionnaires et employés un certain nombre d'actions de la compagnie qu'ils peuvent acheter d'après le plan de versements partiels. Cette offre a été vite acceptée, et d'autres séries d'actions seront mises à leur disposition de temps à autre. La compagnie fut constituée légalement en 1896 et une nouvelle compagnie a été formée cette année en vue de donner aux employés l'occasion de porter un plus grand intérêt aux affaires de la compagnie. Les employés de la compagnie ont un corps électif appelé "comité d'entreprise" qui représente leurs intérêts auprès de l'administration. L'assurance collective a été adoptée et il y a dans la compagnie une société de secours mutuels.

Le congrès a suggéré, toutefois, que l'on ajoute une clause, à la présente loi d'Ontario, dans le but de permettre aux victimes des accidents de travail de choisir leur médecin, en ce qui concerne la fixation de la capacité de rendement du blessé à la reprise de son travail, ou l'établissement d'un règlement de pourcentage d'incapacité.

Dans le compte rendu des travaux de la Conférence de la Confédération des Travailleurs catholiques, voici ce que nous trouvons:

La principale résolution discutée au cours de l'après-midi d'hier et adoptée a été celle concernant les accidents du travail. Le congrès, dit cette résolution, prie instamment le gouvernement provincial d'adopter une nouvelle loi des accidents du travail, contenant les recommandations des commissaires ouvriers de la commission d'étude de la réparation des accidents du travail.

M. l'abbé Fortin s'est prononcé vigoureusement contre la loi actuelle. Elle repose sur un principe faux. L'industriel est individuellement responsable des accidents du travail. Ce n'est pas juste; cette responsabilité doit reposer sur l'industrie. C'est tellement vrai que les maladies industrielles ne peuvent jamais, avec la loi actuelle, comporter des compensations parce que qu'on blâme dans cette loi, c'est ses lenteurs, c'est d'être une cause de multiples marchandages dans lesquels l'ouvrier perd toujours. On veut un corps auquel rapporter les accidents et qui verra à accorder une juste compensation. Qu'on fasse n'importe quoi, mais qu'on nous sorte des boutiques de marchandage. La loi que nous demandons fera disparaître la plus grande cause de haine sociale entre patrons et ouvriers. Tout ce que nous voulons, c'est la justice et rien autre chose.

Selon M. l'abbé Dohelle, les ouvriers ne sont pas contents de la loi actuelle et il suggère de faire imprimer le rapport de la minorité et de le faire parvenir aux députés avant la session en leur disant que telle est la loi que l'on veut.

Le président Beaulieu, résumant la discussion, a conclu: Nous demandons une réforme complète. Nous avons pu obtenir une commission. Les commissions ont d'ordinaire pour but de démontrer que nous ne nous entendons pas. Mais ce fut le contraire qui arriva cette fois-ci, car tous les groupes ouvriers dans toutes les villes de la province réclamèrent la même chose. La loi actuelle n'a aucun corps administratif. C'est comme si nous avions une loi de police sans policiers. Devant la commission, des patrons ont eux-mêmes déclaré que la loi actuelle ne rend pas justice. Le président termina en demandant à tous les ouvriers de faire une pression auprès des députés pour obtenir une loi équitable.

En face de cette unanimité d'expressions d'opinions, que fera le gouvernement? S'il faut en croire le rapport de l'assemblée de Sainte-Martine, d'il y a une quinzaine de jours, le Premier Ministre Taschereau aurait déclaré qu'une nouvelle loi de réparation des accidents du travail conforme aux recommandations de la Commission d'étude, qui présente son rapport au mois de janvier dernier, serait adoptée à la prochaine session.

Est-ce bien cela que les ouvriers attendent? Tout dépend de la manière dont le gouvernement interprétera les recommandations de ce rapport. Il est nécessaire, indispensable même, que les trois groupes du Travail Organisé fassent faire leurs divergences d'opinions sur d'autres points et s'unissent sur celui de la réparation des accidents du travail, sur lequel ils sont d'accord. Il y a de l'intérêt de tous. A moins d'une unité d'action, il est fort à craindre que les ouvriers n'obtiennent pas satisfaction. A l'oeuvre donc et sans tarder.

La Convention des Employés de Tramways

Cette convention s'est terminée mardi dernier au milieu d'un enthousiasme indescriptible, tous les délégués chantant l'hymne national américain et le "O Canada". La prochaine convention aura lieu à Birmingham, Ala.

Il nous fait particulièrement plaisir de mentionner que tous les anciens officiers furent réélus par acclamation et qu'un des nôtres, M. Raoul Trépanier, de la Division 790 de Montréal, fut choisi comme un des vice-présidents généraux de cette importante association. C'est une marque de confiance pour lui et un honneur qui rejouit non seulement...



RAOUL TRÉPANIÉ
Vice-président général de l'Association Amalgamée des Employés de Tramways d'Amérique.

lement sur les employés de tramways de Montréal mais sur tout le Travail Organisé du Canada. Nos félicitations au nouveau vice-président général.

Une autre preuve de la bonne entente qui existe entre la Compagnie des Tramways et ses employés, c'est la réception royale que firent les officiers de la Compagnie des Tramways aux délégués assistant à cette convention, samedi dernier, et la courtoisie que la compagnie leur démontra en accordant à tous les délégués et visiteurs libre parcours sur tout son réseau; ce qui prouve, que, malgré les avançés d'un certain groupe d'extrémistes radicaux, il y a possibilité que le Capital et le Travail s'entendent et travaillent à l'union; le bel exemple donné par la Compagnie des Tramways portera ses fruits nous n'en doutons pas et fera réfléchir d'autres grandes compagnies qui cherchent encore à empêcher leurs employés de s'organiser et leur font une guerre perpétuelle.

Le congrès a suggéré, toutefois, que l'on ajoute une clause, à la présente loi d'Ontario, dans le but de permettre aux victimes des accidents de travail de choisir leur médecin, en ce qui concerne la fixation de la capacité de rendement du blessé à la reprise de son travail, ou l'établissement d'un règlement de pourcentage d'incapacité.

Dans le compte rendu des travaux de la Conférence de la Confédération des Travailleurs catholiques, voici ce que nous trouvons:

La principale résolution discutée au cours de l'après-midi d'hier et adoptée a été celle concernant les accidents du travail. Le congrès, dit cette résolution, prie instamment le gouvernement provincial d'adopter une nouvelle loi des accidents du travail, contenant les recommandations des commissaires ouvriers de la commission d'étude de la réparation des accidents du travail.

M. l'abbé Fortin s'est prononcé vigoureusement contre la loi actuelle. Elle repose sur un principe faux. L'industriel est individuellement responsable des accidents du travail. Ce n'est pas juste; cette responsabilité doit reposer sur l'industrie. C'est tellement vrai que les maladies industrielles ne peuvent jamais, avec la loi actuelle, comporter des compensations parce que qu'on blâme dans cette loi, c'est ses lenteurs, c'est d'être une cause de multiples marchandages dans lesquels l'ouvrier perd toujours. On veut un corps auquel rapporter les accidents et qui verra à accorder une juste compensation. Qu'on fasse n'importe quoi, mais qu'on nous sorte des boutiques de marchandage. La loi que nous demandons fera disparaître la plus grande cause de haine sociale entre patrons et ouvriers. Tout ce que nous voulons, c'est la justice et rien autre chose.

Selon M. l'abbé Dohelle, les ouvriers ne sont pas contents de la loi actuelle et il suggère de faire imprimer le rapport de la minorité et de le faire parvenir aux députés avant la session en leur disant que telle est la loi que l'on veut.

Le président Beaulieu, résumant la discussion, a conclu: Nous demandons une réforme complète. Nous avons pu obtenir une commission. Les commissions ont d'ordinaire pour but de démontrer que nous ne nous entendons pas. Mais ce fut le contraire qui arriva cette fois-ci, car tous les groupes ouvriers dans toutes les villes de la province réclamèrent la même chose. La loi actuelle n'a aucun corps administratif. C'est comme si nous avions une loi de police sans policiers. Devant la commission, des patrons ont eux-mêmes déclaré que la loi actuelle ne rend pas justice. Le président termina en demandant à tous les ouvriers de faire une pression auprès des députés pour obtenir une loi équitable.

En face de cette unanimité d'expressions d'opinions, que fera le gouvernement? S'il faut en croire le rapport de l'assemblée de Sainte-Martine, d'il y a une quinzaine de jours, le Premier Ministre Taschereau aurait déclaré qu'une nouvelle loi de réparation des accidents du travail conforme aux recommandations de la Commission d'étude, qui présente son rapport au mois de janvier dernier, serait adoptée à la prochaine session.

Est-ce bien cela que les ouvriers attendent? Tout dépend de la manière dont le gouvernement interprétera les recommandations de ce rapport. Il est nécessaire, indispensable même, que les trois groupes du Travail Organisé fassent faire leurs divergences d'opinions sur d'autres points et s'unissent sur celui de la réparation des accidents du travail, sur lequel ils sont d'accord. Il y a de l'intérêt de tous. A moins d'une unité d'action, il est fort à craindre que les ouvriers n'obtiennent pas satisfaction. A l'oeuvre donc et sans tarder.

Eternels Grincheux

"Clic! elac! ho! ho! gare! la diligence s'avance!" Voilà une phrase du bon Lafontaine qui s'adapte bien à l'avènement des syndicats catholiques et nationaux qui viennent justement de terminer leur convention annuelle aux Trois-Rivières, sous la présidence du chevalier Pier-Beaulieu. Cette convention restera mémorable dans les annales du mouvement syndical de la province de Québec, sur tout par les réminiscences qui se sont esbroufées contre tout ce que les unions internationales ont pu accomplir de bien dans notre province depuis plus de cinquante ans. Ces syndicats, nés il y a une douzaine d'années, sous la poussée du nationalisme intégral et des opportunistes qui, ne voyant pas jour de pouvoir un jour contrôler les unions internationales — comme ils l'ont fait par une puissante association fraternelle irlandaise — jaillies dénoncée par S. G. Mgr Bégin — se sont dit qu'il fallait bien faire quelque chose pour la classe ouvrière qui semblait s'émanciper un peu trop, dans leur opinion. On ne peut pas toujours dire du mal de certaines choses dont l'existence est établie pour demeurer, il faut donc prendre les moyens de les contrôler. Voulaient s'assurer de garder la régence de la classe ouvrière, certains personnages dont le devise est "diviser pour régner" ont donc résolu de profiter de ces troubles ouvriers pour fonder des syndicats rivaux de ceux qui ont toujours travaillé ferme à l'amélioration du sort des travailleurs. Dans ce but, on a commencé par fonder des "cercles d'études sociales" pour former les créatures nécessaires au rôle qu'on leur préparait. Quand le moment se présenta d'une grève dans une industrie, vite ces pantins se jetèrent dans la mêlée, ils rallièrent les présents et les incompetents et ils fondèrent un syndicat. Voilà, en peu de mots, l'histoire de ces syndicats dits nationaux et catholiques, qui sont dirigés par des hommes payés avec de l'argent provenant d'on ne sait où (ou plutôt dont on ne le sait que trop)...

Donc, à ce congrès, les délégués se sont complus à décrier la formation de la commission du salaire minimum des femmes, dans laquelle ils demandent la représentation qu'ils prétendent leur être due. Ils ont protesté contre une foule d'autres choses, principalement contre la composition actuelle du corps professoral de l'école d'imprimerie de Montréal. Ils ont, en tout, protesté, parce que les nominations des professeurs n'ont été influencées par aucune considération politique ou unioniste. Ensuite, s'ils voulaient qu'un de leurs soit nommé professeur, — ce dont on ne doute pas — l'opportunité leur était offerte, car un concours fut annoncé par les journaux, sur tous les tons, et en plus, ils avaient des représentants dans le comité chargé de ce choix. Nous n'avons pas la mission de défendre ceux qui ont eu la bonne fortune de décrocher la timbale, parce que les unions ouvrières n'ont pas été consultées sur ce choix et pour la bonne raison qu'il y a même un professeur qui nous est totalement inconnu. Mais nous sommes assurés que s'ils ont été choisis, ce n'est pas à l'instigation d'un personnage quelconque, ni par influence politique, encore moins à la demande des unions ouvrières internationales. Leur mérite seul, leurs connaissances approfondies du métier, et leur succès aux examens sont les seuls facteurs auxquels ils doivent leur nomination. Les directeurs — qui, entre parenthèses, ne sont pas des internationaux — ont fait leur devoir sans se préoccuper si leur action plairait à celui-ci ou à celui-là. On doit leur rendre cette justice de dire qu'ils n'ont été guidés que par le souci de faire un succès de cette école. Ils ont cherché des hommes compétents, et parmi une vingtaine au moins, ils en ont trouvé deux qu'ils se sont empressés de nommer. Ils se sont dit qu'une école n'était pas un conseil ou une union, ou une conférence, où il fallait que chaque partie intéressée devait être représentée, car la compétence d'un professeur ne se compare pas à la compétence d'un délégué. La critique des "nationaux" tombe mal à propos. Elle est dénuée de fondement. Elle est injuste et injuste.

Mais, en fin de compte, on ne fait pas de congrès pieux, sans avoir un motif. Pour celui-ci, le motif était la critique de tout ce que les délégués et ceux qu'ils représentaient n'avaient pas établi, ou aidé à établir.

"Du bruit, du vide, voilà, amis, le portrait de beaucoup de gens", dirait le bon Lafontaine si il lisait les comptes rendus de cette conférence.

R. H.

COOPERATION DES MINEURS

L'International Co-operative Bulletin, l'organe officiel de l'International Co-operative Alliance, qui a son siège social en Angleterre, dit qu'au cours de la dernière grève dans les mines de charbon de la Nouvelle-Ecosse, la Sydney Mines Co-operation society a fourni plus de 40,000 repas aux enfants dans les camps miniers et a accompli d'autres oeuvres de secours. Une caisse de secours a aussi été organisée par la Canadian Co-operative Union en vue de soulager la misère parmi les familles des mineurs. La Société de Sydney Mines a ouvert plusieurs succursales afin que les mineurs de tout le district puissent bénéficier de ses services. Elle compte maintenant 2,770 membres, sur un total de 12,000 mineurs; en 1924 elle a fait pour près d'un million et demi d'affaires, sur lequel elle a réalisé un excédent de \$135,922. Un demi dividende de 12 pour cent sur les nets faits dans le dernier trimestre de 1924 a été distribué à un moment opportun et a aidé considérablement un certain nombre de familles qui sans cela auraient souffert de grandes privations à cause de la grève.

SOCIUS.

Hier et Aujourd'hui

Les reconduire en taxi, de leur offrir des fleurs... Ah! ah!"

Et pour montrer ses deux quenottes en ou nouvellement échassées dans les alvéoles de la mâchoire, elle éclate d'un rire perlé qui se confond avec les cria indignés d'un autre groupe qui mange à belles fausses dents de leurs serrantes. Je me réjouis du fond du coeur que les femmes de journée, par un juste retour des choses, persécutent maintenant celles qui les tyrannisaient jadis. C'est alors que nous pouvons voir que la civilisation a marché à pas de coq depuis le commencement du siècle. Vêtures de vieilleries, coiffées de chapeaux démodés et chaussées de bottines écoulées, elles étaient reconnaissables à leurs mains déformées, à leur taille déjetée. Volontiers, alors, les bourgeois les croyaient nées, marquées pour ces tristes besognes, sans s'imaginer que c'était leur travail qui leur imprimait ces stigmates de dégénérescence. Il y en avait qui blanchissaient le linge, récuraient les planchers, lavaient les carreaux, depuis l'âge de douze ans, et personne ne les plaignait du labeur excessif qui les vieillissait prématurément et les accablait de rhumatismes à l'âge où les autres commencent à jouir de la vie. Un peu timbrées, la langue bien pendue, enveues de la richesse et du bien-être d'autrui, elles se vengeaient des rigueurs de leur existence en éparpillant de côtés et d'autres les révélations du linge sale qu'on n'a pas la prudence de laver en famille. Il ne venait pas à l'idée des gens cossus que c'était du monde à qui l'on devait des regards, au non-riposte salme et une juste rétribution de leurs services. On pouvait leur demander d'ajouter indéfiniment à leur tâche.

"Vous ne partirez pas avant d'avoir posé les doubles fenêtres, verni le tuyau et astiqué les cuivres."

Et ces malheureuses, exténuées, prolongent leurs journées déjà si longues pour un paquet de vieux linges et un gigot fainéant. Elles se rendaient à bout de leurs fuseaux pour reprendre le lendemain la même tâche que la veille, vêtues de la même robe de bure qui n'avait pas le temps de sécher.

Le frère de l'une de ces mercenaires, revoyant sa soeur après un séjour de deux ans aux Etats-Unis, lui disait:

"Tu n'es pas changée, Olophée, tu as les mêmes yeux, tes mêmes cheveux, ta même taille, ta même robe, non pas couleur de temps on d'aurora, mais couleur de terre... comme Peau d'Ane."

Et c'était vrai. L'étoffe de ces vêtements de misère durait toute une génération. Il devrait y avoir de ces mantelets cousus après le jupon, livrée pitoyable des manoeuvres féminines, exposées à la Chambre des Horreurs et que nos femmes de charge modernes, habillées de soie et couvertes de fourrures, comme des dames de la haute, traitent contempler pour méditer sur l'amélioration du sort des femmes depuis cinquante ans. Elles pourraient se demander, en même temps, si ce sont les religions et la haute finance qui les ont métamorphosées, de bêtes de somme qu'elles étaient, en ces élégantes personnes, hautes en couleurs à la boîte, perchées sur des talons à rouleaux de fil, qui n'ont pas imprimé sur leur front le signe de l'abjection? On verrait en quel cloaque d'eau sale elles croquisaient avant que les Unions leur fassent un sort. Mais, quand il a fait peu neuve, le lézard s'occupe-t-il de celle qu'il a rejetée au buisson? C'est bien sûr, mais laissez les ombres du passé embuer notre esprit, mais, d'un autre côté, il ne faut pas manquer de gratitude envers nos bienfaitrices véritables et parler des plumes étincelantes du paon des geais maigres, pitieux, envieux des effets d'arène-ciel qu'ils ne peuvent tirer de leur plumage terne.

JULIEN SAINT-MICHEL.

L'ACTIVITE DU MINISTRE BRITANNIQUE DU TRAVAIL

Le Ministre britannique du Travail vient de publier un rapport sur son activité en 1923 et 1924, dont il ressort que le nombre de personnes cherchant du travail qui se sont faites inscrire aux offices de placement se chiffra par 11,262,887 en 1924. Le nombre de places offertes ne s'éleva par contre qu'à 1,345,394 dont 1,143,742 furent occupées. Pour les deux années, le nombre des chômeurs diminua au cours du premier semestre et augmenta par contre durant le second semestre et spécialement aux mois d'hiver. Ce fut, pour les deux exercices, chez les travailleurs du textile que l'on compta le plus de chômeurs. Les offices de placements firent preuve de bonne activité, vu qu'ils s'occupèrent spécialement du placement de travailleurs saisonniers (mois-sonneurs et service domestique dans les stations estivales etc.).

En exécution du "Trade Boards Act" qui concernait les offices de salaires — qui précérait la fixation de salaires minima dans certaines industries, le Ministre enrégistra pour 1924 des revendications de salaires représentant un montant global de 23,000 livres et intéressant 5,700 ouvriers. Sous ce rapport 36 employeurs furent poursuivis et condamnés dans chacun des cas.

Le Comité central pour l'éducation et l'occupation des femmes organisa au cours de la période sur laquelle s'étend le rapport des cours pour 33,000 femmes, ce qui occasionna une dépense totale de 400,000 livres.

En exécution de la loi sur l'arbitrage et à celle sur les tribunaux d'arbitrage pour l'industrie, le Ministre du Travail intervint en 1924 dans 252 conflits de travail contre 81 en 1914 et 3,583 en 1918.

Elles sont à tuer à coups d'épingle! Pour peu que ça continue, nous serons obligés de leur envoyer des cartes d'invitation, d'aller les chercher et de

Le Coin des Unions locales

L'ETIQUETTE EN VOGUE

Une très importante mesure vient d'être adoptée par les délégués de la 19e Convention des Employés de Tramways et de Chemins de fer électriques d'Amérique, à la suite d'une résolution présentée par le délégué C. Blawie, de la Division No 381, Butte City, Montana. Résolu, « que dans l'avenir les délégués qui assisteront aux conventions des employés de tramways et de chemins de fer électrique devront avoir sur eux au moins huit étiquettes différentes. Cette question a été discutée à son mérite et l'expression des délégués a démontré que les employés de tramways devraient travailler à promouvoir les étiquettes en général s'ils veulent avoir une organisation progressive et c'est le seul moyen pour eux d'aider aux unions sœurs est de faire une demande permanente pour tous les produits qui portent l'étiquette de l'union et cette résolution a été adoptée à l'unanimité.

HEUREUSES NEGOCIATIONS

Les opérateurs de machines cinématographiques qui avaient à faire face à une réduction de salaire sont sortis victorieux de la lutte. Un contrat a été signé pour une autre année comme suit: \$50.00 par semaine pour l'opérateur en chef et \$45.00 pour les opérateurs assistants. Les opérateurs de machines cinématographiques sont très bien organisés et l'entente la plus parfaite régit entre eux et c'est la cause de leur succès.

CHEZ LES PRESSIERS

Une communication du secrétaire général de l'Union internationale des pressiers et assistants d'Amérique fait appel aux membres des unions locales sur la nécessité qu'il y a pour chaque membre de l'union de donner au secrétaire leurs noms et adresses afin que le journal leur soit envoyé régulièrement. Beaucoup de gens se plaignent qu'ils ne reçoivent pas le journal régulièrement et l'on blâme les quatuorze généraux et le secrétaire quand réellement c'est le membre lui-même qui est en faute en ne donnant pas la peine d'envoyer son changement d'adresse quand il devrait le faire. Donc les membres du local 52, de l'union des pressiers et assistants qui ne se sont pas encore conformés à cette règle devront le faire au plus tôt.

LA LIGUE DE L'ETIQUETTE

La campagne en faveur de l'étiquette unioniste se continue activement de la part des officiers et des membres de la Ligue de l'Etiquette. Nous avons dans Montréal un très bon champ d'opérations; les ouvriers y sont par milliers et devraient être les plus intéressés à la demande de produits portant l'étiquette de l'union. Par exemple, tous les ouvriers consommant comme alimentation principale, les boulangers sont organisés et ont l'étiquette; ce qui est une preuve que ce pain a été fabriqué par des unionistes et dans des conditions sanitaires. Si vous achetez des chaussures voyez à ce que l'étiquette de l'union y soit estampée. Quand vous achetez des vêtements voyez également à ce que l'étiquette des tailleurs couturiers soit aussi dans ces vêtements. Nous trouvons à Montréal d'autres étiquettes telles que: l'étiquette des chapeliers, l'étiquette des travailleurs en casquettes et autres. La plus vieille étiquette qui est posée sur les produits de l'union à Montréal est l'étiquette bleue de l'union des cigariers. Cette étiquette est une garantie que la marchandise est de qualité supérieure et que les ouvriers qui ont fabriqué ces produits sont compétents et travaillent sous de bonnes conditions.

Si tous les travailleurs voulaient se faire un devoir de demander les produits portant l'étiquette leur serait à l'avantage de tous les ouvriers en général. Que tous les ouvriers organisés et leurs amis travaillent de concert avec les officiers et les membres de la Ligue de l'Etiquette afin de mettre de l'avant les produits manufacturés qui portent la marque syndicale de l'union.

PROGRES DES FERBLANTIERS

De passage à nos bureaux, M. Hector Erard, organisateur général des travailleurs en feuilles métalliques se dit des plus satisfaits de la campagne d'organisation qui se poursuit actuellement à Montréal par les unions des ferblantiers-couvreurs. Le local No 116, fait de rapides progrès et le plus grand enthousiasme régit parmi les membres de ce local. Les taux d'initiation du concours vont se terminer au mois d'octobre. Avis donc aux ferblantiers qui veulent l'amélioration de leur métier de profiter de l'avantage qui leur est donné. La prochaine assemblée du local No 116 aura lieu le 7 octobre, à la salle de la construction, 417, rue Ontario Est.

L'EXECUTIF DES CHARPENTIERS

Les exécutifs des différents locaux des charpentiers de Montréal sont convoqués à une assemblée qui sera tenue le 1er octobre à 8 heures p.m. au No 417, rue Ontario Est. Des questions de la plus haute importance pour les unions des charpentiers y seront discutées.

FERMETURE A BONNE HEURE

Les déléguations font antichambre à l'hôtel de ville. Mardi dernier, une délégué des employés de magasins était à l'hôtel de ville pour protester contre le projet de loi que nos écoles veulent présenter afin de prolonger les heures de fermeture. Nos écoliers ne semblent pas avoir envisagé la situation des employés de magasins qui actuellement doivent travailler durant 6 jours par semaine avec un total de 73 heures. Si le nouveau projet de loi est adopté, cela voudrait dire que les employés de magasins et autres devront travailler pendant six jours avec un total de 88 heures de travail. Qui bénéficiera de cette augmentation d'heures de travail? Certainement pas les employés! Si les employés de magasins se hasardent de demander une augmentation de salaire l'on crèverait un scandale et l'indignation serait à son comble, mais quand les employés demandent une légère augmentation d'heures de travail (15 heures seulement) par semaine, l'on semble dire que c'est tout naturel et que les employés doivent accepter ces conditions sans mot dire.

TRAVAILLEURS EN FER

Avec l'octroi du contrat pour la construction du Pont de Montréal à la Rive Sud et les autres travaux maintenant en voie d'exécution, la situation s'est grandement améliorée pour les travailleurs en fer en général. Nous n'avons pas de chômeurs parmi les membres du local No 307, et le travail d'organisation se fait normalement.

CONVOICATIONS

Distributeurs de pain

Une grande assemblée sera tenue samedi, le 26 septembre au No 417, rue Ontario Est, pour les distributeurs de pain, gâteaux et confiseries. Que tous les intéressés soient présents à cette assemblée qui commencera à 8 heures p.m. Des orateurs éminents ont promis leur concours à cette occasion.

Charpentiers Menuisiers Local 134

Lundi, le 28 septembre au No 417, rue Ontario Est, le local 134 des charpentiers menuisiers d'Amérique tiendra son assemblée. Des questions de la plus grande importance y seront discutées.

Conseil de district des charpentiers

Mercredi, le 30 septembre sera tenue une assemblée des officiers du conseil de district des charpentiers menuisiers d'Amérique au No 417, rue Ontario Est à 8 heures p.m.

Loge Ste-Marie No 234

La loge Ste-Marie No 234, de la Fraternité des Wagonniers d'Amérique tiendra son assemblée, vendredi, le 2 octobre à la salle de la construction No 417, rue Ontario Est.

Charpentiers menuisiers local 1558

Le local 1558, de la Fraternité des charpentiers menuisiers d'Amérique, tiendra son assemblée régulière vendredi, le 2 octobre à la salle Buffalo, No 1651, rue Letourneux, Maisonneuve.

Union typographique 145

L'Union typographique Jacques-Cartier No 145, tiendra son assemblée régulière samedi, le 3 octobre à 8 heures p.m. à la salle Godin, 235, rue Beaudry.

Union typographique No 176

Samedi le 3 octobre, le local No 176, de l'Union typographique tiendra son assemblée mensuelle aux quartiers généraux des Métiers alliés de l'imprimerie No 248, rue St-Jacques.

Conseil des Métiers et du Travail

Jendi, le 1er octobre sera tenue l'assemblée du Conseil des Métiers et du Travail au No 417, rue Ontario Est.

CHEZ LES BRIQUETIERS

M. H. Bull, agent d'affaires du local No 4, des briquetiers et poseurs de tuiles, nous dit que tout va très bien dans ce corps de métiers. Les conditions de travail sont excellentes et les salaires sont ceux de l'union, ce qui veut dire équitables et il y aura du travail durant toute l'hiver. Le bureau de M. H. Bull est au No 70 Jeanne-Mance.

CHEZ LES ELECTRICIENS

M. John Noble, organisateur général de l'union internationale des électriciens est de retour à Montréal. M. J. Noble qui nous arrive d'une tournée d'organisation dans la province d'Ontario, nous dit que la campagne d'organisation fait beaucoup de progrès dans la province, qu'il y a du travail pour tous les électriciens compétents. Pendant son séjour à Montréal M. Noble va s'occuper activement d'organisation parmi les électriciens.

TRAVAILLEURS EN CUIR

Mercredi dernier, le local No 71, de l'union internationale des travailleurs en cuir tenait sa séance régulière. M. E. Beaudry occupait le fauteuil. Le secrétaire a été élu de bien vouloir offrir aux maisons Overleigh et H. Lamontagne les remerciements des membres du local No 71, pour les magnifiques chapeaux allégoriques qui ont été gracieusement mis à la disposition du local à l'occasion de la parade de la Pête du Travail et qui ont fait l'admiration du public.

CONFECTION POUR DAMES

A sa dernière séance tenue vendredi dernier, le local No 52, de l'union internationale des travailleurs en confection pour dames M. Gélona occupait le fauteuil. Après l'initiation des nouveaux membres, M. Frank Grifard, organisateur fin son rapport qui démontra que la situation s'est améliorée pour les travailleuses de cette industrie et que le recrutement des nouveaux membres va en augmentant.

LA PARTICIPATION AUX BENEFICES

Les employés de James Pender and Company, Limited, de la British Empire Steel Corporation, fabricant des cloues et du fil métallique, se sont déclarés disposés à faire du travail supplémentaire sans salaire afin de permettre à la compagnie de soutenir la concurrence des manufacturiers étrangers sur les marchés de l'exportation. La question a été discutée à des réunions du conseil entre l'administration et les employés de la compagnie. Il est prévu que si des bénéfices sont réalisés dans le commerce d'exportation sous le régime de cet arrangement, les employés recevront 75 pour cent des bénéfices. Au début, les employés doivent faire trois heures de travail supplémentaire tous les deux soirs. A peu près 30 employés sont affectés par cet arrangement.

CONVOCAION D'ACTIONNAIRES

La Coopérative des Cigariers tiendra l'assemblée annuelle de ses actionnaires mardi, le 29 septembre à 8 heures p.m. au No 417, rue Ontario Est. Tous les actionnaires sont donc priés d'être présents.

DE NOUVEAUX AVANTAGES POUR QUEBEC

Désirant encourager les clubs d'enfants pour l'élevage des porcs dans les territoires tributaires de son réseau, le Chemin de fer national du Canada a offert dans le passé des prix spéciaux aux membres de ces clubs habitant la Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta. M. W. Black, directeur du service de la Colonisation, de l'Agriculture et des ressources naturelles du Chemin de fer national du Canada, annonce aujourd'hui que les mêmes privilèges sont étendus à l'Ontario et les Provinces Maritimes.

FEDERATION INTERNATIONALE DES OUVRIERS CHAPELIERS

La Fédération internationale des ouvriers chapeliers a tenu son congrès ordinaire il y a quelque temps à Paris. L'Internationale qui comptait au début de cette année environ 50,000 adhérents, groupe un pourcentage relativement élevé des ouvriers chapeliers de nombreux pays, tel en Allemagne, en Autriche, en France, en Grande-Bretagne, en Hongrie, en Italie, en Pologne, en Suède, en Suisse, en Tchécoslovaquie et en Yougoslavie. Il convient de signaler particulièrement la condition des ouvriers chapeliers en Italie, où malgré la violente réaction qui existe au pays de Mussolini la Fédération des Chapeliers est restée debout avec des effectifs relativement importants. De plus, elle a maintenu le contact collectif national et conservé certains avantages: allocations en cas de maladie, vacances payées etc. A l'heure actuelle l'organisation italienne reste l'un des groupes affiliés à l'Internationale le plus nombreux en effectifs.

Le Congrès s'est occupé spécialement de la question de la protection des travailleurs et, dans une résolution qu'il a adoptée, il demande au B. I. T. de mener une enquête internationale sur les dangers d'empoisonnement par le mercure dans l'industrie chapelière. On sait que la 71e Conférence internationale du Travail a approuvé un texte d'avant-projet de convention en cette matière, mais qui, malheureusement ne renferme pas toutes les opérations intéressées de la fabrication de chapeaux influencées par le mercure. Il s'agit maintenant de faire bénéficier également de la protection légale les travailleurs des coupures de poils et du feutre.

Le Congrès a élu le Comité Exécutif fédéral, qui a la composition suivante: président, Staub (Allemagne); vice-président, Milan, (France); secrétaire, Reina, (Italie).

EMIGRATION VERS LE BRESIL

Une association de planteurs de café dénommée "Association pour l'Emigration et la colonisation", fondée tout récemment à Sao Paulo (Brésil) a envoyé des agents en Europe et spécialement en Europe du Sud, pour recruter de la main d'œuvre pour les plantations de café. L'Association avertit les travailleurs en garde en regard aux mauvaises conditions de travail et d'existence et particulièrement contre les alléchantes promesses de ces agents auxquelles il convient de ne pas accorder créance.

Salaires Minimum des Femmes dans l'Alberta

La Commission du salaire minimum de l'Alberta a promulgué le 20 juin une série de six ordonnances fixant le salaire minimum et le maximum d'heures de travail des femmes employées dans diverses occupations dans la province, et qui sont entrées en vigueur le 1er août 1925. Un nouveau caractère distinctif de ces ordonnances est contenu dans l'article fixant les heures de travail. La loi de 1922 autorisait la Commission à fixer des périodes d'emploi et des journées de travail pour différentes classes d'employées, et en 1924 ses pouvoirs furent étendus de façon à lui permettre d'augmenter encore temporairement le nombre des apprenties dans un métier ou occupation particulier. Ordonnances régissant les employées dans l'industrie manufacturière

Les industries couvertes par cette ordonnance consistent dans la confection, la préparation, la modification, la réparation, l'ornementation, l'impression, le finissage, l'emballage, l'assemblage de parties, et l'adaptation à l'usage ou à la vente de tout article ou marchandise pendant plus de neuf heures dans la même journée ou de quarante-huit heures dans la même semaine; sous réserve que si, à cause de la saison de l'année ou pour tout autre cause, la chose semble à propos, la Commission peut augmenter temporairement le nombre de ces heures.

Déduction: — Si la durée ordinaire de l'emploi dans un établissement est de quarante heures ou plus par semaine, dans le cas de l'emploi d'une employée pendant moins que le nombre ordinaire d'heures dans une semaine, une déduction peut être faite du salaire minimum, mais l'employeur doit payer à cette employée, pour cette semaine, une somme ayant valeur le salaire minimum le même rapport que le nombre d'heures d'emploi réel dans cette semaine à avec quarante heures.

Les heures ordinaires dont il est question dans cette ordonnance signifient le nombre régulier ou ordinaire d'heures de travail faites dans une semaine par la majorité des femmes employées dans la classe d'emploi intéressée dans l'établissement.

Surtemps: — S'il est fait du surtemps ou travail en sus du maximum d'heures fixé par la Commission, l'employeur doit payer à l'employée, pour ce surtemps, une somme (à un taux qui ne peut être inférieur au salaire minimum) proportionnée au nombre d'heures de surtemps faite par ladite employée.

Nombre d'apprenties: — Aucun employeur ne doit employer ou permettre d'employer comme apprenties dans tout établissement, dans une classe quelconque d'emploi, plus de vingt-cinq pour cent du nombre total des employées dans cette classe d'emploi dans cet établissement.

Rapports de la Commission: — Tout employeur est requis d'envoyer au Bureau du Travail, au palais législatif, à Edmonton, pas plus tard que le dixième jour de chaque mois, un état indiquant tout le travail fait en sus des périodes d'emploi ou journées de travail fixées par la Commission ou ordinaire dans la classe d'emploi intéressée durant le mois précédent, et toutes les sommes payées pour ces surtemps.

Affichage des ordonnances: — Tout employeur est requis de tenir affichée une copie de toute ordonnance de la Commission du salaire minimum affectant les employées dans cette classe d'emploi, et cette ordonnance sera affichée comme suit dans toute pièce où les employées intéressées sont ou peuvent être occupées ou employées.

Tableau des salaires minimums:

- \$8 pendant le 5e, le 6e, le 7e et le 8e mois;
- \$10 par semaine pendant le 9e, le 10e, le 11e et le 12e mois;
- après quoi elles devront recevoir au moins le taux minimum de \$12.50 par semaine.

Toutes les apprenties employées à la reliure, au gaufrage, à la gravure et à l'impression de livres devront recevoir un salaire au taux d'au moins:

- \$7 pendant le 1er, le 2e, le 3e, le 4e, le 5e et le 6e mois;
- \$9 pendant le 7e, le 8e, le 9e, le 10e, le 11e et le 12e mois;
- \$11 par semaine pendant le 13e, le 14e, le 15e, le 16e, le 17e et le 18e mois;
- après quoi elles ne doivent pas recevoir moins que le salaire minimum de \$12.50 par semaine.

Les règles suivantes s'appliquent aux apprenties couturières, coupuses, cousseuses de fourrures:

- \$6 pendant le 2e, le 3e et le 4e mois;
- \$8 pendant le 5e, le 6e et le 7e et le 8e mois;
- \$10 par semaine pendant le 9e, le 10e et le 11e et le 12e mois.

Les règles suivantes s'appliquent aux apprenties employées à la couture, au gaufrage, à la gravure et à l'impression de livres devront recevoir un salaire au taux d'au moins:

- \$7 pendant le 1er, le 2e, le 3e, le 4e, le 5e et le 6e mois;
- \$9 pendant le 7e, le 8e, le 9e, le 10e, le 11e et le 12e mois;
- \$11 par semaine pendant le 13e, le 14e, le 15e, le 16e, le 17e et le 18e mois;
- après quoi elles ne doivent pas recevoir moins que le salaire minimum de \$12.50 par semaine.

Les règles suivantes s'appliquent aux apprenties employées à la couture, au gaufrage, à la gravure et à l'impression de livres devront recevoir un salaire au taux d'au moins:

- \$7 pendant le 1er, le 2e, le 3e, le 4e, le 5e et le 6e mois;
- \$9 pendant le 7e, le 8e, le 9e, le 10e, le 11e et le 12e mois;
- \$11 par semaine pendant le 13e, le 14e, le 15e, le 16e, le 17e et le 18e mois;
- après quoi elles ne doivent pas recevoir moins que le salaire minimum de \$12.50 par semaine.

Les règles suivantes s'appliquent aux apprenties employées à la couture, au gaufrage, à la gravure et à l'impression de livres devront recevoir un salaire au taux d'au moins:

- \$7 pendant le 1er, le 2e, le 3e, le 4e, le 5e et le 6e mois;
- \$9 pendant le 7e, le 8e, le 9e, le 10e, le 11e et le 12e mois;
- \$11 par semaine pendant le 13e, le 14e, le 15e, le 16e, le 17e et le 18e mois;
- après quoi elles ne doivent pas recevoir moins que le salaire minimum de \$12.50 par semaine.

Les règles suivantes s'appliquent aux apprenties employées à la couture, au gaufrage, à la gravure et à l'impression de livres devront recevoir un salaire au taux d'au moins:

- \$7 pendant le 1er, le 2e, le 3e, le 4e, le 5e et le 6e mois;
- \$9 pendant le 7e, le 8e, le 9e, le 10e, le 11e et le 12e mois;
- \$11 par semaine pendant le 13e, le 14e, le 15e, le 16e, le 17e et le 18e mois;
- après quoi elles ne doivent pas recevoir moins que le salaire minimum de \$12.50 par semaine.

Les règles suivantes s'appliquent aux apprenties employées à la couture, au gaufrage, à la gravure et à l'impression de livres devront recevoir un salaire au taux d'au moins:

- \$7 pendant le 1er, le 2e, le 3e, le 4e, le 5e et le 6e mois;
- \$9 pendant le 7e, le 8e, le 9e, le 10e, le 11e et le 12e mois;
- \$11 par semaine pendant le 13e, le 14e, le 15e, le 16e, le 17e et le 18e mois;
- après quoi elles ne doivent pas recevoir moins que le salaire minimum de \$12.50 par semaine.

DEMANDEZ LA BIERE POPULAIRE

ASK FOR THE POPULAR BEER



Brassée à Montréal Brewed in Montreal

depuis 139 ANS since 139 YEARS

LABOR DIRECTORY

MONTREAL TRADES AND LABOR COUNCIL — Meets every 1st and 3rd Thursday of each month at Building Trades Hall, 417 Ontario Street East. President, J. T. Foster, 347 Stuart Avenue; Corr. Secretary, Gus. France, 11 St. Paul St. West.

ALLIED PRINTING TRADES COUNCIL — To promote the interests of the Allied Union Label which can be had in either the French or English language. — The following organizations are members: Typographical Union, No. 176; Jacques-Cartier Typographical Union, No. 145; Printing Pressmen and Assistants Union, No. 52; Bookbinders Union, No. 91; Photo-Engravers Union, No. 9; Stereotypers and Electrotypers Union, No. 21; Malters Union, No. 29. President, Thomas Black, 215 St. James Street; Sec. Gen., J. J. Gauthier, 215 St. James Street; Treasurer, James Philip, Room 2, Ottawa Building, 245 St. James Street; Executive, J. A. Sicard, A. Lemaire, G. Vallières; Auditors: K. Pagou, A. Larcher, G. Brunelle.

TIPOGRAPHICAL UNION No. 176 — Meets every 1st and 3rd Thursday of each month at Building Trades Hall, 417 Ontario Street East. President, J. T. Foster, 347 Stuart Avenue; Corr. Secretary, Gus. France, 11 St. Paul St. West.

UNION TYPOGRAPHIQUE JACQUES-CARTIER, No. 145 — Assemblée le 1er samedi de chaque mois, 225, rue Beaudry. Président, Joseph Gauthier, 725, rue Lafontaine; Sec. arch., A. F. Ricard, 430, rue Beaubien; Sec. lin., A. Sicard, A. Lemaire, G. Vallières, 201, rue Drolet.

UNION DES RELIEURS, Local 61 — Assemblée le 1er samedi de chaque mois, à la salle de l'Union, 3, rue Craig Est, à 8 h. p.m. Président, C. H. Fraser, 2215, rue St-Jacques; Sec. financier et agent d'affaires, Jos. Pelletier, 3 Craig Est, chambres 22-23; Téléphone: 1-646-274.

BRICKLAYERS, MASONS AND TILE LAYERS INTERNATIONAL ORGANIZATION, LOCAL 4 OF MONTREAL — Meeting every 2nd and 4th Tuesday, at 70 Jeanne Mance St., Room No. 5, Tel. Plateau 3718. President, Joseph Verdon, 220 Harbord, Westmount; Sec. Gen., Valour, 1600, Financial Secretary and Business Agent, Henry Bull, 2344 Drolet, Tel. Cal. 63959.

UNION INTERNATIONALE DES TAILLEURS DE PIERRE DE MONTREAL — Assemblée tous les 1er et 3e samedis de chaque mois, à 8 heures p.m., à la salle de l'Alliance Nationale, 235, rue Beaudry. Président, A. Lavigne, 100, rue St-Jacques; Sec. financier, J. J. Gauthier, 725, rue Lafontaine; Sec. lin., J. J. Gauthier, 725, rue Lafontaine; Sec. arch., J. J. Gauthier, 725, rue Lafontaine; Sec. lin., J. J. Gauthier, 725, rue Lafontaine; Sec. arch., J. J. Gauthier, 725, rue Lafontaine.

LOGE SAINTE-MARIE No. 234 DE LA FRATERNITE DES WAGONNIERS DES VOIES FERRÉES D'AMÉRIQUE — Assemblée le 1er et 3e vendredis de chaque mois, au No 417, rue Ontario Est. Président, L. A. Beaudry, 198 Desjardins; Sec. arch., H. Masson, 152, rue St-Jacques; Sec. financier et correspondant, C. Miron, 55, rue Fullum; Sec. lin., J. J. Gauthier, 725, rue Lafontaine; Sec. arch., J. J. Gauthier, 725, rue Lafontaine; Sec. lin., J. J. Gauthier, 725, rue Lafontaine; Sec. arch., J. J. Gauthier, 725, rue Lafontaine.

BUREAU-OFFICIERS DU CONSEIL DE DISTRICT DES CHARPENTIERS-MENUISIERS D'AMÉRIQUE — Président, Arthur Fortier; vice-président, Ed. Berthiaume; sec. lin., Albert Maro; Sec. arch., J. J. Gauthier; Sec. financier, J. J. Gauthier; agents d'affaires, P. Lafleur, Ed. Lafleur, H. Henry, Ed. Gauthier, L. Lynch, J. J. Gauthier, 725, rue Lafontaine; Sec. lin., J. J. Gauthier, 725, rue Lafontaine; Sec. arch., J. J. Gauthier, 725, rue Lafontaine.

FRATERNITE UNIE DES CHARPENTIERS-MENUISIERS D'AMÉRIQUE — Président, J. J. Gauthier, 725, rue Lafontaine; Sec. lin., J. J. Gauthier, 725, rue Lafontaine; Sec. arch., J. J. Gauthier, 725, rue Lafontaine; Sec. financier, J. J. Gauthier, 725, rue Lafontaine; agents d'affaires, P. Lafleur, Ed. Lafleur, H. Henry, Ed. Gauthier, L. Lynch, J. J. Gauthier, 725, rue Lafontaine.

UNION NO 158 DES CHARPENTIERS, MENUISIERS D'AMÉRIQUE — Assemblée tous les vendredis soirs, à 8 h. 15, rue Letourneux (Temple des Buffalo). Président, J. A. Chamberland; Vice-Président, Ed. Berthiaume; Sec. lin., J. J. Gauthier, 725, rue Lafontaine; Sec. arch., J. J. Gauthier, 725, rue Lafontaine; Sec. financier, J. J. Gauthier, 725, rue Lafontaine; agents d'affaires, P. Lafleur, Ed. Lafleur, H. Henry, Ed. Gauthier, L. Lynch, J. J. Gauthier, 725, rue Lafontaine.

UNITED BROTHERHOOD OF CARPENTERS AND JOINERS OF AMERICA, LOCAL 124 — Meets every Tuesday evening at 217 St. Catherine St. East at 8 P.M. President, John Shura, 2240 Messier; Treasurer, James Fraser, 525 Green St.; Recording Secretary, K. Lynch, 923 St. André St.

LES JUSTES SALAIRES DANS LE SUD AFRICAIN — Une clause des justes salaires est maintenant insérée dans les contrats pour les travaux du gouvernement dans l'Union du Sud-Africain, et se lit comme suit: "L'entrepreneur doit payer des salaires et observer des heures de travail qui ne soient pas moins favorables que ceux généralement reconnus par les employeurs et les unions des métiers (ou, en l'absence de tels salaires et heures reconnus, ceux qui prévalent en règle générale par les bons employeurs) dans le métier dans le district où les travaux sont exécutés. S'il n'existe pas de tels salaires et heures de travail reconnus ou en vigueur dans le district, ceux reconnus et en vigueur dans le district le plus rapproché dans lequel les circonstances industrielles générales sont semblables doivent être adoptés. De plus, les conditions d'emploi généralement acceptées dans le district dans le métier intéressé doivent être prises en considération en déterminant jusqu'à quel point les termes de cette clause sont observés.

GIN CANADIEN
Melchers
CROIX D'OR
LE MEILLEUR GIN

Fabriqué à Berthierville, Qué., sous la surveillance du Gouvernement Fédéral, rectifié quatre fois et vieilli en entrepôt pendant des années.

TROIS GRANDES DE FLACONS:
Grand 42 onces - Prix \$2.50
Moyens 24 " - " 1.50
Petits 12 " - " 0.75

The Melchers Gin & Spirits Distillery Co., Limited
MONTREAL
DISTILLERIE À BERTHERVILLE

Aches'
Minard's
Liniment

Aches vanish when Minard's is used. For headache rub the forehead with Minard's in water. For toothache bathe the face with Minard's and place a piece of cotton saturated with Minard's in the cavity. Quick relief assured.

"KING OF PAIN" LINIMENT

Le seul journal ouvrier
bilingue de la province de
Québec. La meilleure arme
entre les mains des travail-
leurs.

The Labor
World



Le Monde
Ouvrier

The only bilingual labor
paper in the Province of
Quebec. The most efficient
medium laborers have ever
had.

11th Year — No. 39

SAMEDI, 26 SEPTEMBRE 1925 — MONTREAL — SATURDAY, SEPTEMBER 26, 1925

PRICE: 5 CENTS

Fear of Communism

It is quite proper to fear Communism, and there are many proper things much harder to do. It is only a few years since the Editor of this paper, Mr. Gus France, returned from attending the International Labor Conference at Geneva, and shortly afterwards published a book entitled "Bolshevism or Trades Unionism, Which?" In a word it told Canada that Communism and Bolshevism were at the door. It was widely circulated. The Government then realized that what Mr. France told was true and helped him circulate the book. Since then, little has been done to check the spread of communist thought. In our industries especially, it has been treated with relentless contempt.

The daily press of the city and country have been lately "going strong" on this communistic bogie. It's here all right. Don't make any mistake about it. There may be scorn and jeers from "the tents of error" but that should accentuate the fear that is well founded. Many of our large plants know that certain men in their employ are trouble makers, and they are supremely indulgent to keep them in their work.

"Clean these men out," the extremist would say, yet there is a modicum of wisdom in retaining them, provided a judicious system of espionage is kept upon them.

It has been smartly said in connection with the so-called "yellow peril," that the way to get along with the yellow races is to treat them WHITE. That may be passed in jocularly, but perhaps that would work with the Communist also. Labor delegates cannot all be economic experts, as was proven at the recent British Trades Congress in Scarborough this week.

It is the ignorant worker who is the "pie" for the active minded, well informed Communist.

It is said no advances have been made in France, because there is no unemployment there, and in the United States they proclaim no progress has been made. Now this is the very fool's paradise that the Communist loves.

If a man is jailed, that would invite a cry of martyrdom and again the ideas of the Communist would not be snared, even if he were enclosed in the thickest walls obtainable.

The obvious effect of zealots is seen in unnecessary discontent, for if a man has work to do, and is able to do it, that is about all any Labor organization would demand anywhere, provided good wages are a part of the arrangement.

The lies that have emanated from Russia are the menace, in literature that reaches this country by emissary, and not by mail. The London Daily Telegraph has recently exposed some of the Russian schemes about which more will be written later.

As the Worker sees his World

Summary and Digest of Important Events of the Week, Here and Abroad.

—The Canadian Good Roads Association has been in convention all this week at Quebec City. It is the twelfth in number and in so brief a time it has developed in to a most important body. Since 1913 its membership has steadily grown, and increased educative value has been observed at each convention. Delegates were present from all parts of the continent, and these men included thoughtful engineers and men of marked ability, whose very presence was dignity itself. National and international unity is developed by such conventions. Some wonderful papers were read, and many congratulations extended to our own Minister of Roads Hon. J. L. Perron, who certainly put Quebec on the map for its good roads.

—The Tetreault Shoe Co., Limited, of Montreal, the largest manufacturer of boots and shoes in Canada, after fighting organized labor for more than 20 years, has signed a contract with the Boot and Shoe Workers' Union. Hereafter the union stamp will appear on the product of this firm, which includes all grades of men's, women's and children's boots and shoes.

—An intensive organization campaign is now on by the International Brotherhood of Firemen and Oilers in the railway shops of Canada. This was announced at the Trades Congress Convention in Ottawa, and since then Tim Healy International President has carried out his promise. He believes that an account of the establishment of union-management co-operative plan in the shops of the C. N. R. is absolutely necessary that all railway shops should be organized. This campaign will start with the C. N. R. but a similar campaign will be waged on C. P. R. Good luck is the slogan.

—The Actors Equity Association of New York, the labor union of stage people, has made a splendid success of its theatre in New York, and now proposes to establish a circuit of actor-controlled theatres in the leading cities of the country.

—The Actors Theatre in New York is a co-operative enterprise, sponsored and operated by members of the profession. All theaters in the new circuit will be operated on the same co-operative basis. The first of these to open outside New York was in Chicago this week.

—At a meeting of representatives of organizations of merchant marine deck officers recently held in Paris, the International Mercantile Marine Officers' Association, with headquarters in Antwerp and 35,000 members in 20 unions, was born. The meeting adopted resolutions for the eight-hour day, or the 48-hour week, and instructed the secretariat to enter an propaganda for this idea and to submit a plan of action along this line to the next congress of the Association.

—National Federation of Federal Employees to ask Congress for increase in pay and benefits.

—Continual changes in style cause intermittent unemployment and hurt garment industry. New York City committee reports.

—Communist member of British House of Commons refused admission to United States to attend interparliamentary union.

—United States geographic survey party finds oil on Arctic slope of Alaska.

—Federal Council of Churches issues comprehensive report on prohibition.

—President Coolidge congratulates Mexico on celebration of independence.

—Longshoremen strike for wage increase at Jamaica, Kingston.

—Sleeping car porters demand "manhood rights" at mass meetings in New York City.

—August retail trade reported to have shown large increase.

—Automobile sales setting records, Automotive Industries reports.

—Unofficial strike of British seamen falling, London hears.

—Ten thousand Vienna officials strike for three hours, demanding salary increase.

—Three striking banana workers killed in clash with government troops in Nicaragua.

—Brewing interests reported as ready to launch big "real beer" drive in next Congress session.

—Unemployment rapidly growing in Great Britain, according to reports.

—Communists arrested in Cuba; Belgium orders Red agitators deported; Communist deputy sentenced to imprisonment in Germany for incitement to treason.

—Strikes of French bank workers ends; lasted seven weeks.

—From Kansas City, Mo., comes the news that Frank McKenna, of Montreal, was elected vice-president of the Brotherhood of Railway Carmen of America, at the Brotherhood's convention here yesterday. The president, Martin F. Ryan, of Kansas City was re-elected.

HOOVER GIVES HIGH PRAISE TO LABOR UNIONS

"It is my opinion that our nation is very fortunate in having the American Federation of Labor. It has exercised a powerful influence in stabilizing industry, and in maintaining an American standard of citizenship. Those forces of the old world that would destroy our institutions and our civilization have been met in the front line trenches by the Federation of Labor and routed at every turn."

Herbert Hoover, Secretary of Commerce, made this statement in an address delivered Thursday evening, August 27, at a dinner given by the American Federation of Labor in Washington complimentary to Senator Luis N. Morones, leader of the Mexican labor movement and secretary of industry, commerce and labor in the cabinet of President Calles.

"On this continent we are endeavoring to build up a civilization of our own," continued Mr. Hoover. "In doing this we have had to contend with two strong forces of the old world—a difference in culture. In meeting these conditions the American labor movement has rendered an important service."

"We are at peace with our neighbors to the north and to the south. For nearly a hundred years our frontiers have been devoid of armed forces or fortifications. This is a condition peculiar to the Western hemisphere."

"The things that make strife are hate, covetousness and fear. We believe that on this continent we are largely free from these evils. At times some of our children break loose and throw a few rocks at each other, but the clear vision of our people soon bring these bad children back to a sense of responsibility to the country and to their neighbors."

"We are building up a neighborliness with our sister republic to the south. Mexico. We want to be not alone friendly, but helpful to the people of that country in solving their problems."

"Have you forgotten that \$15 you owe?"

"Not yet; give me time."

Equitist Plan

C. McK. and Old Bill were good enough to reply promptly to my long last, and better still, the editor just as promptly gave the space. I have heard that readers are interested—so I'm back again; but must be brief.

Equitists do not intentionally use the logic of *l'égèr demain*. They have no axe to grind and I never knew one who tried to "score."

Rather they wish to make a bod rock examination of society and suggest a remedy. It is good to talk to people who at least agree that a remedy is needed.

I have tried to quote C. McK.'s exact words, in making any comments thereon, but I'm afraid he has not been so careful. If C. McK. would just study the Equitist Plan—it's really so simple too—he would see that the little twists he makes when quoting me, assume greater importance than he now appreciates, and he would not thus put his own construction into the quotation.

For instance I did not say "that if we could swap work on a work unit basis, we'd be happy." I will say now, that if we did, there would be no robbery. He thinks that this is contradictory to another statement, viz.: "that we don't want work, but the right to be lazy." I said we don't want work, but what we really want is food, clothing and shelter—am I wrong? Watch those who have food, clothing and shelter.

And yet, if we swapped work on a work unit basis, or (to put it another Equitist way) on an exactly equal basis according to time—I believe we would be happier. Because we would get so much for our hour's work, with rent, interest and profit, also natural resources left out, that we would not need to work one quarter the time. Would not more leisure make us happier?

Of course C. McK. believes this, just as Paul Lafargue did. Let us both be as clear and lay bare the fact that we want to get as much of this world's goods as we can, so called, as possible. We can't eat rent, interest or profit—why should we work for it?

Again, though I did not use the expressions "uncontrolled and unrestricted competition", yet either would give us more leisure. It costs so much to control and restrict that some one must pay the piper.

It is not fair for C. McK. to be led to believe that my mental attitude towards Capitalism as it is popularly understood, is critical, indeed unfriendly. I have tried to use the one word "Privilege" instead of "Capitalism."

Capitalism in itself is owing for a living instead of working for a living. Capitalism as describing a social order is an order through which we have passed.

It was, in its purest form, that period of free competition and "pay your debts." Both are "gone." Tariffs, trusts, etc., abolished them both. We are now in a period of Industrial Oligarchy; ripening past into a period of enforced labor by open military methods. Walk to work between the curtains and you will hardly notice the presence of bayonets behind them; but avert a little against the curtains and the sharp points will stick through.

We are talking Sociology—let me give my definition of Work, from that standpoint.

Work is that time when we come under the direction of another. In other words, that time when we do something another wants done, and the way he wants it done, and for which he is willing to exchange work under the same conditions.

That will both fit the present, with our industrial units and the necessary discipline, and a work unit based on time only, which could be obtained from that unit, and issued by that unit—and honored by that unit in exchange for similar units issued by other industrial units.

In the next stage of transition I consent to government by industry instead of constituency—with a medium of exchange based on time. That would be uncontrolled and unrestricted competition, because land and resources would be free. With the work unit there would be no incentive or reason to control, but every incentive to co-operate, to effect greater production.

There would be both merit and necessity to produce more per hour, on account of free, keen, open, fair competition.

But if C. McK. is afraid that this would breed advertising and a lot of other unnecessary work and duplication and would rather control production, go to it.

But out on Privilege. Let everyone get an hour's work for an hour's work, and stop the grumbling by thus removing the cause. Who would grumble? And what would be the basis of complaint? I would like to hear the ease. So would C. McK.—for it would merely be that of defending some privilege, to make some one work longer for him than he wants to work for the defendant.

So it ought to be plain, that I never meant to say that "uncontrolled competition ought to be abolished."

Be that as it may, but let us join heart and mind to show that everybody suffers because of the strife to obtain and maintain Privilege. That it would be cheaper and better in the long run to abolish it altogether. Do this by cancelling the laws of privilege, of land, tariffs, etc.—just let us be free and start over again with a work unit.

Utopia? Of course. But that mental attitude will help us to see more clearly what really is the matter, and perhaps help to better solve our immediate problems—without impairing our vision or lessening our desire for a new social order.

That would be a real revolution—first of thought, then of action in the right direction.

If C. McK. will consent, mentally, to work as long for me as I do for him, his mind has performed a 100% revolution and a real, radical, economic conversion has taken place in both of our insides. Until that takes place, we are at loggerheads from the start, throwing brick bats at each other. Try as we may, the rest is only flab dib pyrotechnics.

We get passed up about swapping commodities when we really swap work, if we do anything for each other.

He elucidates the difference between class and mass ownership, while I press the point that ownership should not be vested in either, but only in the fact of having "done the thing." I "own" the work I have done upon the material, the natural resource. I "own" my labor, until I swap it for other labor. Nothing can be "privately" owned until it is "privately" done. What difference does it make, whether it is privately or publicly owned, if I have swapped it (my work) for other work?

C. McK. is a victim of the "ownership" bug.

If I must work an hour before I get a dollar—what and where is the incentive to "own"? To blazes with that old notion of private and public ownership and what will work itself out in obtaining the most efficient production of good things and services.

He says "to abolish privilege it is necessary to transform class ownership into mass, or social ownership." I wish it was true, simply because there would, as he says, be only one class, the workers.

Not on your life—I have been hit there before, in the very same place.

Not as long as he thinks as he does—that some should work longer than others for a dollar. As long as he thinks he should make the other fellow work longer for a dollar, C. McK. wants a system which embodies Privilege—and he will get it. He is smart enough for that. And it is just what we have now. To abolish privilege we must have a different medium of exchange, not based on the privilege of result, but based on time.

This is getting too long again. I must not be tempted to refer to all the references to "controlling agencies," "regulated competition," etc. What C. McK. says about government is "good stuff." I'll go with him if he will pull out the old store tooth of privilege. I must let it go at that.

But to say that the farmer would have no incentive to employ machinery under a work unit plan is incorrect. Under free competition the farmer that gave me more potatoes for my dollar would get my swap first. Don't you think that would make him hustle to co-operate and produce more potatoes. You bet. At present he produces more than we can buy with our result unit, and hopes to protect himself with a tariff. In 1865 (Confederate year) the farmers produced only 8 bushels of wheat per head in Canada. One year later he produced 45 bushels per head. How is the farmer feeling about it? And how does the consumer fare?

No doubt that other commodities which the farmers use have increased in quantity produced per hour or day or season in the same way.

Suppose that the city man received 5 times as much wheat per dollar (about the rate of 8 to 43) and the farmer 5 times as much, or socks, or boots per dollar—would either not have more leisure? Did they get the leisure? Of course not. Then where is the incentive (outside of necessity) which the money based on results guarantees?

"Incentive to work" is the great argument of those who want others to work. We are so overwhelmed with work that we are blind with the obsession that we live to work. Work is a means to an end, not an end in itself. I'm interested in a social order that will enable me to get my living (as we understand it) with so little work that it would be a small part of the day's programme. Incentives, urges, desires to invent, improve, change, etc., would then be considered as matters to be taken up in our leisure time.

The labor processes that would be standardized for utmost production would be performed in our industrial units in short shifts of an hour or two. They would not occupy our attention as matters of importance as they now do—all our waking hours. We would do that now, like we now "do" our meals—on a merit, not on wealth, so called.

"Wealth" getting would be so easy that there would be no merit in piling it up. Real merit would gain esteem—and that is what we really seek—esteem of our fellows.

C. McK. agrees, and states that very well.

If merit and reward would then be sought outside of our "work" so called, in which only the "result unit" or the "work unit" would function, neither would have anything to do with the realm of effort to gain merit and esteem.

Hence Equitists would not be obliged to smuggle any kind of unit back into the order for esteem's sake.

Therefore C. McK.'s reference to Kant's "recant" has no bearing on the matter at issue.

Space surely forbids me to continue discussing C. McK.'s very interesting and informative letter.

"Old Bill's" reply did not contain an answer to my question: "what is a fair wage—in dollars and cents?"

I did not ask him, as he states, what he knew about wages.

He does say that "fair wages is the highest wage you can get." That will do in the meantime—in the stage of wages

and profits. But his letter discloses his desire to do away with the wages system. Let us keep that good time before us.

If we all swap work on an exactly equal basis according to time, there will be no profits, no employers and employees, and no hiring and firing—the class struggle will be over.

"Old Bill" does well with the history of invention and machinery; but wants it all to belong to that mystical thing "everybody," as well as the earth. That is because he does not understand property.

The earth should belong to "nobody." Machinery, etc., should belong to the ones who made it, until he swapped it. He cannot swap it with "everybody"—the government is not everybody, but "something"—an entity just like himself or an industrial unit. He cannot have his work and swap it too. And the place where he must keep his eye glued to, is the point where he swaps his work. Don't be an easy mark, "Old Bill," be happy in the thought of all the "socially" owned surplus value and machinery. Get your own when you swap your work and forget about the water after it goes over the wheel.

I am afraid of this idea of allowing "everybody" to share up for me the surplus production—equally. Who would judge what and how much is surplus and what would be my "equal" share—with babies coming every minute. The commissariats would never catch up with all the new figures which would change the "statistics," and haul up the "percentages."

And don't forget that it is work that we swap, not commodities. Fasten the tentacles of your brain around that idea and for sure the Equitist Plan will be clear to you. Then "equity" will be as clear as daylight—not before.

If Mackenzie King and Sir Henry Exercise more skill than you do, "Old Bill" (which I doubt very much), there is no way of determining how much more—no way on earth. You cannot measure skill, no you cannot swap it. The more you exercise it, the more you have.

But time is the only measure common to both of you, therefore time is the only scientific measure that can be used—when you swap with these estimable gentlemen. True, they don't get much fun out of life; therefore the Equitist Plan might be equally as good for them as your good self. But I am afraid that they are past persuading—try if you like. I am more interested and hopeful in "Old Bill."

Never mind sending capitalists and machinery to heaven, or hell—we can do with them here. Keep them—they will perform their cushy jobs—at a dollar an hour, because they need food, clothing and shelter like the rest of us. They like the jobs they are in, and would prefer them even at the same rate—a dollar an hour.

In the meantime "a dollar an hour for everybody including the boss" would be a fine slogan for the union, instead of a lot of phrases with a lot of adjectives and adjectives that cause so much discussion in figuring out what they mean.

But, bless me, it's a big job—this "emancipation of the working class"—old friend "Sprea"—be patient—he means well and will take all that is coming to him.

SPIREA.

ONE OF LABOR'S GREAT ACHIEVEMENTS

Isidor Forlin, a Tyrolean mountaineer, came to the country some years ago, and started to work in the coal mines of Pennsylvania. Like most mountaineers, no matter how far they wander, he looked forward to going back home. He hoped and worked and saved for the day when he should have money enough to go back to the Alps, and open a little inn—he had learned to call it hotel. That was his idea of independence.

But—money in coal mining comes slowly at best, and after a time a lot of rock fell on Forlin, and hurt his back so that his hard labor days were over. He was still able to manage an inn; but his chance of getting one seemed slim.

Then, the Workmen's Compensation Board awarded him \$2000, or \$12 per week for 500 weeks. He asked if the payments could not be commuted for a lump sum, and was told that they could. Payment was made, and the patient laborer, half crippled but happy, is on his way back to his native mountains to make his dream come true.

For which he can thank the American labor movement! Organized labor never had a harder fight in a better cause than that of putting the money risk of a hazardous occupation on the industry, instead of on the individual.

Without the workmen's compensation laws, all galled by labor unions after bitter battles, Forlin could have counted himself lucky to get a half-pay job for a year or two, and then be dropped on the industrial junk heap.

The usual scheme in the old days was to give an injured man a job just long enough to keep him from suing the company, and then fire him. Even those who took their case to the courts and won, had to spend years, give up a third or more of their award in lawyer's fees, and pay much of the rest for incidental expenses—"Labor" Washington.

Prohibition and the Elections

As long since prophesied by this paper the question of nationwide prohibition is "on the carpet." Beware of the silent voters and the silent workers. The Prohibition Federation have been hard at work for over a year. They have sent out propaganda and are sending it out in large quantities, and men whom one would least suspect are backing the campaign by money and personal influence. Notwithstanding they are facing the fact that the enforcement of prohibition or the attempt to do it has cost over one hundred millions of dollars and forty-three lives in the United States. Only the other day we received from *The Montreal Witness*, a paper well known for its character and purpose, a huge circular headed "The Moral Issue" and "Make Canada a land to love." It is an open appeal for the signatures of voters who will support prohibition for the whole nation. It is addressed to "The Temperance electors throughout the Dominion," and urges the signature of each elector, coupling with the appeal is the candidate's pledge, reading as follows: "I hereby pledge myself to support any measure introduced in Parliament for the National Prohibition of importation, exportation, manufacture, transportation or sale of alcoholic liquors, except for sacramental or medical purposes."

Now then, you sleeping wet people, awoken from your lethargy and get busy for the "Dry Goblins" will get you if you don't watch out.

Just as sure as fate, the drys are on the rampage and the votes of women who carried the fearful farce through in the United States, will do similarly in Canada.

The most awful onslaughts on prohibition have recently been published some in the old country and some in the United States. In Old London last week Rev. Wm. F. Anderson, Methodist Episcopal Bishop of Boston, said, in an article in *Reynold's Illustrated News*: "If Christ came to America now, He would be regarded as a criminal." He denounced the unhealthy development in American public opinion as a result of the failure of prohibition.

Prohibition has steeped the Federal and State public services of America in corruption, according to Bishop Anderson.

"There is scarcely any department that is unaffected," he writes. "Even the navy has had thrust upon it the work of dealing with the rum runners."

The Dignity of Labor

By VICTOR A. OLANDER

The Dignity of Labor is a wonderful blossom which flowers only on the thorny stem of willing effort, rooted deep in the knowledge of Life.

It is the essential joy of existence, for it is the consciousness of achievement.

At its coming the barriers dividing artisan and artist vanish as the mists of the night before the rays of the morning sun. Inspiration, that heavenly messenger at whose touch man works marvels, reaches out with lavish hand.

Labor then stands forth a shining creature, resplendent in the realization of his being as the image and likeness of the Creator.

Our Readers

This department we hope may develop into the most powerful of all, as has been proven in the Old Country papers not only interested in Labor but general newspapers. We do not necessarily agree with all that is sent in but we do believe in fairness, so hear the fairplay torch and write to us. The best of a sound mind is to investigate thoroughly what most people scoff at ignorantly.

Our own "Evening Star", afraid Lloyd George's revolutionarily idea would upset the apple cart of aristocracy, says the surplus Britain should be sent to fill the vast vacant places of Canada. This country has plenty of room for farmers, says "The Star", though government statisticians show that since 1910 persons employed on farms have only increased at the rate of 5,500 per year.

All around the chief cities of England there is good soil. Why not raise food there for English cities, instead of raising it in Canada, and paying transportation costs across the ocean and railways. Our bright Canadian taxpayers are now paying \$35,000,000 in railway deficits to enable the grain growers to get their wheat to market.

During the war, I was in a "pub" a few miles out of Southampton, where a half dozen farmers at 3 P.M. were guzzling beer. I asked them why they were not looking after their crops, which, I could see, were rotting in the field. They said: "What's the use? If we make money, our rents go up. Ever since the war began they have taken the best wheat growing land in this district for golf links." I. A.

I. BURNS.

Editor:—Unlike most of our politicians, editors, and other thoughtless persons, Lord Buckmaster says Canada cannot absorb any considerable immigration from Britain. That is too bad. But those who talk of settling millions on Canada's vacant land should explain why the number of persons gainfully employed in agriculture, including women and farmer's sons over 14 years of age, only increased from 937,735 in 1910 to 988,000 in 1922, an increase of only 5,500 per year. Is it any wonder city authorities kick because they have to look after unemployed immigrants? The capitalist system cannot fill up Canada's vacant spaces, any more than the vacant spaces of England. O. C.

Sir:—"The Financial Post" of Toronto says that if the government will only spend enough money on a thorough immigration policy instead of an annual average of 75,000 new immigrants, we would have many times this number and we would cease to talk about the business depression. Every human immigrant from Europe apparently brings along 1,000 other immigrants, and this immigration game is a lousy or a fleazy business.

"The Financial Post" further states that the government last year spent \$34,000,000 on immigration. But their trained fleas are said to be worth their weight in radium. READER.

Sir:—Apropos of the episode of Saklatvala, or whatever may be the name of the Indian who is an M.P. for Battersea, our own bright evening "Star" says Canada should abandon the British Policy of sufferings fools gladly. In that event heaven help the Star.

If some politicians and editors had as much belief in the proportionate idea that words make revolutions, this guy might have crossed the ocean a dozen times, and nobody would have heard of him. But now an adventurous minded generation wants to know who he is, and what he stands for, that he has frightened the great rulers. The small politicians and the wise editors of a continent. It is to laugh at the folly of the wise men. OLD BILL.

Sir:—Our old friend Lloyd George who was going to create a new heaven

NOTICE

The general meeting of the Cigar-makers' Co-operative will be held Sept 29th, at 8 o'clock p.m. at the Building Trades headquarters, 417 Ontario East.

By order of the secretary. A. GARIEPY.

Boost and Buy "Produced-in-Canada." Remember These Names and Trade Marks—Give Them Your Support and Good-Will

United School for Children of Workers

During the recent convention of the Cooks and Restaurant Employees held in Montreal an address was delivered by Mr. Wm. Finck one of the principals of a New York State School named "Manumit" and his description amazed many who, to be very candid, never knew there was such an institution. Through the courtesy of "Labor" that splendid paper of Washington we are able to reproduce a very clear sketch of this Manumit school for worker's children, from the pen of Carl Cook, a writer of repute in United States.

During the first week of August, a Railroad Labor Institute was held at Brookwood Labor College. One afternoon was devoted to the members of the institute to a visit to Manumit—a school for the children of workers, financed and controlled by trade unions—where they were entertained by Mr. and Mrs. Wm. Finck, founders of the school, and now co-directors with the executive committee, made up of 15 representative labor men and women.

Manumit is the pioneer and up-to-date chief experiment in this phase of workers' education. It is located in the rolling hill country near Pawling, Dutchess County, New York.

"See that trip will stand out in my mind after everything else is forgotten," said one member of the institute, and probably the rest would agree with him.

Students operate a farm. Manumit was closed for the summer, but the equipment was all there for inspection, even the white mice, rabbits and other animals comprising the "science laboratory."

It will be long before I forget that council meeting. Citizens in the making; democracy unfolding before one's eyes! It reminded me of the words of A. J. Muste, first vice-president of Pioneer youth and chairman of the Brookwood College faculty:

"We propose to take the children, especially those of the masses of industrial workers, out into the open, to cultivate alert, critical minds, active and generous sympathies, respect for honest toil, and a passion for justice and brotherhood. What wretched cause could enlist the united energies of labor?"

The school is located on a 177 acres farm where the work is nearly all done co-operatively by the students—in the barn, the carpenter shop, print shop, dairy and art shop.

The daily meals are prepared under the direction of an expert dietitian. The surplus milk is distributed through the New York State Dairywomen's League, providing a problem in cooperative marketing in which the students share responsibility.

For children of trade unionists, the charge at Manumit is \$1 per day, with a slightly higher charge for children of non-trade unionists. Fifteen years is the upper age limit.

Six mornings a week the children study—in the laboratory, outdoors, in small discussion groups. Any pupil may forge ahead as fast as he can; he may, indeed, adopt practically his own methods of study and his own subjects. "Teachers" are there merely to guide and suggest and answer questions. Self-discipline, self-development, are Manumit's slogan.

Living out their education. In this atmosphere of freedom, democracy and individual responsibility, the children grow up appreciating the heroism of the labor movement, and the significance of the work their parents are carrying on. They are not simply "being educated," they are living out their education—fulfilling the hope of the founders of the school.

Although Manumit was vacationing to institute visitors were privileged to witness a similar experiment in operation when, after a picnic supper they crossed the river near the "swimming hole" to call upon the summer camp of the Pioneer Youth Movement.

Workers' children at play. Pioneer youth was founded a year ago by a group of labor unions to "offer workers' children not only health-giving activities through a summer camp, but

through the club study groups, a self-independence, clear thinking and knowledge of social and economic conditions that will enable them to take a constructive part in the labor movement when they grow older."

As we climbed the hill, we came upon the work shop, where the kiddies were gathered after supper for the evening musical. Crowded row on row in the small room, faces rapt, they were listening to the orchestra (the youngest member could scarcely hold a violin) playing a Chopin composition. Willing helpers lighted their pages with flickering lanterns.

While I watched, one of the camp councilors, a graduate of Brookwood Labor College, brought me a small clay model, the head of Lincoln, made by a youngster of 12, purely from memory. The workmanship was unbelievably good.

Training for legislation. There followed the evening council meeting, around the blazing fire, high up on the hill overlooking the long, misty valley. Twenty minutes each evening are devoted to a baseball captain. The chairman, a self-proclaimed lad of 13, who until that week had known nothing of parliamentary procedure, calmly untangled the confusing amendments and put the business through with impartial dispatch. And then they sang around the fire, accompanied by a ukulele, a guitar and harmonica, until it was bedtime, and off they scampered, the girls to their tents near by, the boys over the brow of the hill to their quarters.

It will be long before I forget that council meeting. Citizens in the making; democracy unfolding before one's eyes! It reminded me of the words of A. J. Muste, first vice-president of Pioneer youth and chairman of the Brookwood College faculty:

"We propose to take the children, especially those of the masses of industrial workers, out into the open, to cultivate alert, critical minds, active and generous sympathies, respect for honest toil, and a passion for justice and brotherhood. What wretched cause could enlist the united energies of labor?"

Little that the British Trade Union Congress did compare in importance with the action of the International Federation of Trade Unions to virtual extinction.

It is perhaps not yet generally understood that the British Trade Union Congress, by unanimous vote, decided to support the formation of a new trade union international which is to admit the Soviet so-called unions unconditionally.

The International Federation of Trades Unions, with headquarters at Amsterdam, has held out against the Soviet organizations, demanding that they at least pledge abandonment of "soring from within" and similar disruptive propaganda work and that they come in as trade unions and not as political propaganda organizations.

This position on the part of Amsterdam, at best none too strong, has served at least up to this time to keep the Soviet organizations out. The British, in the Amsterdam international, have been the friends of Soviet admission along with a portion of the Dutch movement.

The British movement is the strongest movement in the Amsterdam international. With its declared intention to succeed the end of the Amsterdam international as a power apparently is in sight.

The British declaration evidently will either bring about the formation of a new international or it will result in reshaping the policies of the Amsterdam international as to make it more revolutionary body, in close alliance with Moscow and no longer a trade union institution in any sense of the word. Such true trade union character as it has possessed is due for the burial ground.

The American Federation of Labor has never affiliated with the Amsterdam international, even though an A. F. of L. delegation, headed by Samuel Gompers, assisted in its formation. The A. F. of L. has objected to joining the Amsterdam organization because of fundamental differences of opinion as to policy. Amsterdam has been too revolutionary for American but it is not sufficiently revolutionary for the British trade unionists who have been in many respects swamped by the reds in their annual congress.

The path of British trade unionism appears to be turning rapidly toward the left. To what extent this red flare will carry European trade unionism along with the new British policy remains to be seen, but it is clear that the American Federation of Labor is the one remaining powerful labor organization in world affairs that remains true to democratic principles and true to real trade unionism. The great ally of the A. F. of L. in this respect is the Mexican Federation of Labor. North American trade unionism remains true to its historic mission while much of the rest of the world goes crazy!—CHESTER M. WRIGHT.

LABOR BANKS FIRST, NOW LABOR INSURANCE COMPANY

No one questions the solidity and stability of Labor Banks, although it is only about five years since Labor began its work as an active participant in the financial life of the United States. The idea was criticized by many unenlightened people who felt that working men, employed to make money for others, and could therefore have no success in taking care of money for themselves. That feeling has now entirely disappeared, owing to the success of the movement, and it is an established fact that Labor can make money, bank it, and manage it in a sound and conservative way in its own institutions.

Some people wonder why Labor should want to depart from the practices of centuries, and manage its own financial, but no explanation is needed to those conversant with Labor conditions. In the first place, the more avenues of activity which are opened up to the workers, the better entrenched they are in the life of the country. This is on the basis of "Nothing ventured, nothing gained," and the workers were willing to put the old adage to a test. In addition to this was the practical question of financial control as distinct from financial management, and as Labor produced so much wealth for others and its own wages taken together amounted to such a large figure, it seemed logical to keep these earnings safely under control and not let them be used and controlled too largely by that great force called "Capital."

No one questions the right of the workers to do this, and few new questions their wisdom in taking the step; although there are still some who are begrudging at the ease with which the work has been accomplished.

The greatest combination of finances is banking and insurance. The insurance companies feed the banks, and in fact constitute practically the largest contributor of wealth, because of the volume of business done, and the size of their liquid assets. The feeders of the insurance companies are to a large extent the workers, the insurance companies feed the banks, and the banks then can mobilize the wealth of the country for use as "Capital," so to fit.

The number of Labor Banks is rapidly increasing, and No. 37 was recently opened in Houston, Texas. Just as Labor entered finances five years ago, it has now entered insurance, and No. 1 of the old line legal services "Union-made life insurance companies" was formed some months ago by the International Brotherhood of Electrical Workers, and called the Union Cooperative Insurance Association, with its Home Office at the Mechanics' Building, Washington, D. C. This step has been criticized by some people who are not entirely sympathetic to the advancement of Labor along outside lines, but there seems to be as little cause for worry among the workers and as great cause for rejoicing in this forward movement as there is in connection with the labor banks.

One has worked hard, been thinking, and man expresses the co-operative idea as exemplified by Labor Banks and Labor Insurance Companies as follows:

"No individual worker or laboring man can hold much money but through co-operation (like the I. B. E. W. Insurance and the Brotherhood Bank) Labor has the power to control the capital of the world. A co-operative accumulation of fifty cents per month per man, if all the workers could be induced to do that, would soon give Labor control of the world."

No. 1 of the Labor Insurance Companies is ready to provide individual insurance and group insurance to the workers, and their families and friends.

MENTAL LEADERS TO ADDRESS FORUM. It is good to see the amazing list of fine speakers who have been booked to address the People's Forum this coming season. The Labor World extends congratulations to the management. Here are some of the names:

The Rt. Hon. Arthur Henderson, British Labor leader; Norman Angell, the writer on war and peace; Count Ilya Tolstoy, son of the great Tolstoy; and Padraic Colum, the Irish writer are among the galaxy of prominent speakers.

It had been hoped to secure Ramsay MacDonald, first Labor Prime Minister of Great Britain, but the secretary of the Forum, William Fraser, has received a letter from Mr. MacDonald, expressing his regret that the political situation does not permit of a visit to Canada at the present time, though he hopes to be able to fulfill his engagement to speak in the United States. Mr. MacDonald, however, expressed his intention of visiting Montreal as soon as the opportunity permitted.

Some of the speakers and dates of meetings are: Rt. Hon. Arthur Henderson, October 11; Padraic Colum, December 6, on "The New Ireland"; Norman Angell, January 10; Cecil Roberts, English author and journalist, January 31; Count Ilya Tolstoy, March 21; Mrs. Forbes Robertson Hale, March 28; Captain Alexander Aronson, of Jerusalem, Palestine, November 14; Walter Lippmann, editor of "The World," New York, and former editor of "The New Republic," December 13; Dhan Gopal Mukerji, author and lecturer on Indian affairs will also speak.

PERSONAL LABOR LAW. During the present session the National Congress of Paraguay, modified the law governing personal labor so as to compel all native inhabitants of the country, both male born and alien, between the ages of 18 and 50 years, to labor personally for four days during the year in the construction and conservation of bridges and highways in the neighborhood of their residence.

LABOR SHORTAGE. Mining operators in the La Paz district, Bolivia, are complaining that it is difficult to secure sufficient labor, a large portion of which has been absorbed by improvements which the Municipality of La Paz is making, more than three thousand laborers being at present employed upon various construction projects.

WAGES OF THEATRICAL PERFORMERS

Kate Meek, actress and one of the honored veterans of the American stage died last week at the age of 87 years. She supported in her time such stars as Edwin Forrest, Charlotte Cushman, Edwin Booth, Lawrence Barrett and Joseph Jefferson; and in more recent days, played with Otis Skinner, Maude Adams, and John Drew. Her latest appearance was with Nazimova, twelve years ago.

Kate Meek lived through a revolutionary period of the stage, and nothing was done with the salaries of actors. When she was a young girl, Edwin Lane and Mrs. John Drew were playing at the Walnut Street theatre in Philadelphia. They were high class actresses, and therefore, received the high salary of \$20 a week, apiece. Nearly 30 years later when Miss Meek was a mature artist, a great gala production of "The Tempest" was staged in New York. The stars, E. L. Davenport and Fanny Mayo, received \$800 and \$250 per week, respectively; and from those colossal sums, salaries ranged downward through \$100 to William Davidson to \$15 for Jennie Oakley.

For the same production, the Morlaechi ballet, with six premiers dancing, 31 members, all of European training and six entitled to rank as first class artists, got a total of \$255 per week.

Today, Al Johnson gets \$1,000 per week straight salary and at least as much more in percentages. A first class actor gets from \$300 to \$800 per week during the run of his play—and runs are much longer now than then.

When the Prince of Wales visited America in 1869, and was entertained at the National Capital, he turned to the leader of the party and said: "I have read that George Washington could stand about where we are now, and throw a silver dollar clear across the river (the Potomac). Is it true?"

"Well," returned Edward Everett, judicially, "you know a dollar went further then than it does now."

But even when the distance that a dollar would go is taken into account, old time stage salaries were pretty meager. If acting only had improved as much as salaries!

INCREASED IMMIGRATION. The plan of the Department of Public Works of Cuba for the expenditure of twenty to twenty five million dollars a year for the next ten years in road-building, water works, and other public improvements, will, it is anticipated, stimulate the demand for increased immigration from Spain and the West Indies.

DO YOU SHARE. Don't be a man who just "belongs," who just gets on and rides. Who joins the fellows in their songs, and nothing else besides.

Don't just work as well as play. Must give as well as take. You have to work as well as play. My boy, a Lodge to make. —Anonymous, in "The Grand Glass."

HUNTING IN THE LAURENTIENS. Nowhere in all the world can the moon in all her full beauty be so potent as in the Laurentians—a great mellow, yellow disk that comes up over and above the tree-clad mountains and bathes in peace and beauty myriads of lakes and streams and winding mountain paths and clustering cottages. You mighty hunter, a fire in the open, an old pipe, fragrant pine branches for fuel, and the moon, the picture you see in the flames are nothing to the adventures you have in the woods on the morrow: for partridge shooting is the most fascinating sport in the world, and the little brown and so nearly the colour of the undergrowth that become upon the almost unwarmed until the whirr-r-r-r of the wing gives warning. And deer abound all through the Laurentian District, why one may see them drinking in the brook when passing on the trail. Further back in the more unfrequented regions are to be found moose, though they are becoming scarce—but what of that, all the more thrilling when the antler decorates your bag. The very name Laurentians spells fish, and though the trout and bass may not be so gamey as earlier in the season, they are ready for the fly, and cooked over the camp fire, co-cool. Nothing like it.

Obtain full information as to train fares, resort accommodations, guides, week-end fares, etc., from any Canadian Pacific Fly Ticket Agent, or from P. C. Lydon, City Passenger Agent, 143 St. James St., Tel. Harbour 4211.

THE HORN OF THE HUNTER IS HEARD ON THE HILL. Up north in Ontario the ushering in of the autumn means a cleaning up of guns and hunting equipment, a scurry for old clothes warm and cosy. Even Nature brightens up for the event, maybe it is because she feels that he forerunner takes her long winter nap, she could put on merrier garb, or maybe because she feels that the little children of the wood need the browns and greens and red for their protection. At this season, deer roam through the forest and the trace of moose and bear is seen along the streams. Have you ever been up north when Summer is past and the Winter months approach. To rise in the dull dawn after a dreamless sleep on pine boughs, pick up a paddle and with a glad slip off into a stream, to hear the falling rattle of the moose for its mate barked by the Indian through a birch bark megaphone, and then scarcely noticeable, see through the trees the spread of a giant horn. A flash, the crack of the rifle, and the monarch of the woods is yours. Nothing on earth is like that thrill. Try it this Fall, the woods are full of them all along the streams and lakes of the French River District, up the Nipawa, Nipigon and countless other regions. For further particulars, see any Canadian Pacific Railway Ticket Agent, or P. C. Lydon, City Passenger Agent, 143 St. James St., phone Harbour 4211.

HARMONY OF HELP IN INDUSTRY

THE NATURAL LAW OF CO-OPERATION IS PROGRESS. The following representative business houses are sympathetic with Labor and are interested in the welfare of not only their own help but of workers generally. They believe in the LABOR WORLD and are assisting its policies of cordial relationship between Employer and Employee. : : : : : A number of leading firms whose names do not appear in this list are friendly to Labor and have shown their sympathy in a practical way.

PRINCESS PALACE. B. F. Keith-Albee. High-Class Vaudeville. OPEN FOR THE SEASON (Twice Daily). NOW SELLING.

GAYETY THEATRE. "BROADWAY SCANDALS". A MUSICAL BURLESQUE FROLIC. In Two Whispers and Twelve Scandals. SEE THIS SHOW.

IMPERIAL OIL CO., Ltd. 918 St. Patrick Street. Real Friends of Labor employing a small army of workers from one end of Canada to the other.

Le Monde Ouvrier-The Labor World. The Official Bilingual Mouthpiece of Montreal Organized Workers. Member of the International Federation of Workers of America.

ALEXIS DELCOURT. Professeur de VIOLON. Studio: 7, RUE SAINT-MARC. Tel. Uptown 5982.

HOWARD SMITH PAPER MILLS, LIMITED. Makers in Canada of High Grade Papers. Head Office: 138 McGill Street MONTREAL.

DOMINION BRIDGE CO. Limited. Head Office & Works at LACHINE, P.Q. Branch Works: TORONTO, OTTAWA, WINNIPEG.

HALLS TO LET For Labor Meetings. Apply to JOS. LAURIER 415, Ontario East. Tel. Walnut 5070W. Tel. East 3578.

SOUTHERN CANADA POWER CO. LTD. CORISTINE BUILDING MONTREAL. Wires and Cables—Telephone Apparatus Fire Alarm and Police Signaling Systems—Radio Transmitting and Receiving Equipment.

Northern Electric. Made in Canada by Northern Electric. Plant and General Offices MONTREAL, P. Q.

SIMMONS, LIMITED. Bedding Specialists. 400 St. Ambrose Street MONTREAL. The cast includes Hobarth Beasworth, Sam Hardy, Tully Marshall, Teddy Sampson and Sally Crute.

AT THE GAYETY. The Gayety Theatre will offer starting next Sunday Leo Stevens' "Broadway Scandals" a Musical Burlesque Frolie in Two Whispers and 12 Scandals. The Features of this Musical Burlesque comprise the following—"The Lingerie Shop"; "Theatrical Managers' Office" showing old style Burlesque as it was Twenty Years ago; "Vampires of Yesterday and Today" introducing 8 pretty girls in song and story; Donna Moore in the Kiss Waltz; Buster Lorenzo will sing his great success entitled "Pal of My Cradle Day"; The show next week promises to be a big attraction and features all the popular stars.

AT THE PRINCESS. Olga Petrova, one of the most picturesque and arresting figures on the theatre stage today, will be the principal attraction at the Princess Theatre next week in one of her unique entertainments. As vaudeville artist, singer, motion picture star, and star in her own right in her own plays, Olga Petrova's management in the spoken drama, she has scored in each instance a conspicuous and unequalled success, and has not only defied all precedents but proved herself as capable in business as in art. Her program for next week is to be something in the nature of a surprise, but it will include some songs sung in her unique voice, ranging from old-time songs to the most modern and up-to-date. Her program for next week is to be something in the nature of a surprise, but it will include some songs sung in her unique voice, ranging from old-time songs to the most modern and up-to-date.

AT LOEW'S. From a professional beggar, strapping on his fake arm in the back room of a Bowery "cradle factory," to a gentleman of fashion, an outstanding figure in the French East, the story of Fifth Avenue, this is the amazing range covered by Percival Marmont in the unusual story of dual personality, "The Man of Forgotten Men," which comes to Loew's Theatre next Sunday. Harry Brian is the "girl" and Neil Hamilton is the "boy." The great players featured in the leading roles of the production, Marmont, the Mark Sore of "If Winter Comes," "Easy Money" Charlie, a fake beggar, "Then one day he inherits a job," "Fanny (Mary Brian) falls in love with Hamilton and everything looks fine until "Bridgmore White-eye" played by John Harrington, threatens to "squeeze on Charlie, that is the dramatic framework of Percival Marmont's new production.

Next week's vaudeville bill should prove one of the most interesting so far this season. A pretentious song and dance review, "The Song and Dance Review," will headline the bill. George M. Burns and Grace Allen will provide an all-comedy act which they termed "Sixty-Forty." Sharon Stephens and Company will offer a mirth provoking domestic play, "They Never Change," with an excellent cast. The four famous Hamlet Sisters and Struss will prove a big surprise to local audiences. Irene Rubin and Teresa Ross, already known to Montreal audiences, will present their beautiful Musical act, while a comedy acrobatic act with Dora Cross and Renee will offer "Britannia Bill of Originalities," Edmund Sanborn's Famous Synopsizers, a good screen comedy, and Loew's News Views will help to complete one of the best bills one could hope to see.

AT THE PALACE. Doris Kenyon and Lloyd Hughes now claim rank among the top-notchers in "ambition" as well as in filium. They will bring their latest production, "The Half-Blooded King," which is being presented at the Palace Theatre commencing Sunday afternoon.

First of all various exciting adventures on land, they find themselves on a 4000 foot ocean liner, which is destroyed by fire and from which they escape only to find themselves sharing a small lifeboat with a marling leopard. After a terrific struggle they overcome this danger, too. Fate, however, not satisfied with red thrills for movie actors, decided to top off all these screen adventures with a real thrill for the two young players. For when Miss Kenyon and Hughes, together with the rest of the company of "The Half-Blooded King," were directed by John Francis Dillon, under supervision of Earl Hudson, producer of "Flaming Youth," "Six Ritz Chicks" and "The Lost World." The action takes place in and around Singapore, Straits Settlements.

PRINCESS PALACE

St. Catherine W., Opposite Victoria St. Le plus beau théâtre de la ville. Toujours un beau programme. Vues de premier choix. Titres en français et en anglais. The most beautiful theatre in town. Always a good programme. First class Pictures.

Always Something Good at LOEW'S. The Union-Right-Through Million Dollar Playhouse.

IMPERIAL THEATRE. Keith's high class vaudeville and pictures of the usual high class. NO CHANGE IN PRICES.

The Steel Company of Canada, Limited. Steel Products of Every Description. MONTREAL QUE. HAMILTON ONT.

Attention spéciale aux Commengants. ALEXIS DELCOURT. Professeur de VIOLON. Studio: 7, RUE SAINT-MARC. Tel. Uptown 5982.

HOWARD SMITH PAPER MILLS, LIMITED. Makers in Canada of High Grade Papers. Head Office: 138 McGill Street MONTREAL.

DOMINION BRIDGE CO. Limited. Head Office & Works at LACHINE, P.Q. Branch Works: TORONTO, OTTAWA, WINNIPEG.

HALLS TO LET For Labor Meetings. Apply to JOS. LAURIER 415, Ontario East. Tel. Walnut 5070W. Tel. East 3578.

SOUTHERN CANADA POWER CO. LTD. CORISTINE BUILDING MONTREAL. Wires and Cables—Telephone Apparatus Fire Alarm and Police Signaling Systems—Radio Transmitting and Receiving Equipment.

Northern Electric. Made in Canada by Northern Electric. Plant and General Offices MONTREAL, P. Q.

SIMMONS, LIMITED. Bedding Specialists. 400 St. Ambrose Street MONTREAL. The cast includes Hobarth Beasworth, Sam Hardy, Tully Marshall, Teddy Sampson and Sally Crute.

AT THE GAYETY. The Gayety Theatre will offer starting next Sunday Leo Stevens' "Broadway Scandals" a Musical Burlesque Frolie in Two Whispers and 12 Scandals. The Features of this Musical Burlesque comprise the following—"The Lingerie Shop"; "Theatrical Managers' Office" showing old style Burlesque as it was Twenty Years ago; "Vampires of Yesterday and Today" introducing 8 pretty girls in song and story; Donna Moore in the Kiss Waltz; Buster Lorenzo will sing his great success entitled "Pal of My Cradle Day"; The show next week promises to be a big attraction and features all the popular stars.

AT THE PRINCESS. Olga Petrova, one of the most picturesque and arresting figures on the theatre stage today, will be the principal attraction at the Princess Theatre next week in one of her unique entertainments. As vaudeville artist, singer, motion picture star, and star in her own right in her own plays, Olga Petrova's management in the spoken drama, she has scored in each instance a conspicuous and unequalled success, and has not only defied all precedents but proved herself as capable in business as in art. Her program for next week is to be something in the nature of a surprise, but it will include some songs sung in her unique voice, ranging from old-time songs to the most modern and up-to-date. Her program for next week is to be something in the nature of a surprise, but it will include some songs sung in her unique voice, ranging from old-time songs to the most modern and up-to-date.

AT LOEW'S. From a professional beggar, strapping on his fake arm in the back room of a Bowery "cradle factory," to a gentleman of fashion, an outstanding figure in the French East, the story of Fifth Avenue, this is the amazing range covered by Percival Marmont in the unusual story of dual personality, "The Man of Forgotten Men," which comes to Loew's Theatre next Sunday. Harry Brian is the "girl" and Neil Hamilton is the "boy." The great players featured in the leading roles of the production, Marmont, the Mark Sore of "If Winter Comes," "Easy Money" Charlie, a fake beggar, "Then one day he inherits a job," "Fanny (Mary Brian) falls in love with Hamilton and everything looks fine until "Bridgmore White-eye" played by John Harrington, threatens to "squeeze on Charlie, that is the dramatic framework of Percival Marmont's new production.

Next week's vaudeville bill should prove one of the most interesting so far this season. A pretentious song and dance review, "The Song and Dance Review," will headline the bill. George M. Burns and Grace Allen will provide an all-comedy act which they termed "Sixty-Forty." Sharon Stephens and Company will offer a mirth provoking domestic play, "They Never Change," with an excellent cast. The four famous Hamlet Sisters and Struss will prove a big surprise to local audiences. Irene Rubin and Teresa Ross, already known to Montreal audiences, will present their beautiful Musical act, while a comedy acrobatic act with Dora Cross and Renee will offer "Britannia Bill of Originalities," Edmund Sanborn's Famous Synopsizers, a good screen comedy, and Loew's News Views will help to complete one of the best bills one could hope to see.

AT THE PALACE. Doris Kenyon and Lloyd Hughes now claim rank among the top-notchers in "ambition" as well as in filium. They will bring their latest production, "The Half-Blooded King," which is being presented at the Palace Theatre commencing Sunday afternoon.

First of all various exciting adventures on land, they find themselves on a 4000 foot ocean liner, which is destroyed by fire and from which they escape only to find themselves sharing a small lifeboat with a marling leopard. After a terrific struggle they overcome this danger, too. Fate, however, not satisfied with red thrills for movie actors, decided to top off all these screen adventures with a real thrill for the two young players. For when Miss Kenyon and Hughes, together with the rest of the company of "The Half-Blooded King," were directed by John Francis Dillon, under supervision of Earl Hudson, producer of "Flaming Youth," "Six Ritz Chicks" and "The Lost World." The action takes place in and around Singapore, Straits Settlements.

DOMINION RUBBERS WEAR LONGER

Look for the Trade Mark. DUAL SERVICE. MONTREAL LIGHT, HEAT & POWER CONS. Power Building, 89 Craig Street West. 605 St. Catherine and Mountain Streets. Uptown 6000-6000. 1407 St. Denis St., near St. Catherine St. East 2935. 2575 St. Catherine East, near Lasalle. 1607 Papineau Avenue, near Mt-Royal. 4062 St. Denis Street, near Duluth. 5145 Park Ave., near Laurier, Bel. 7329. 5622 Sherbrooke W., N.D.G. Wal. 6100. 4156 Wellington, Verdun, York 1650. V. Depaite, 589 Gouard, Calumet 5123. D. Marotte, 52 Church St., St. Laurent. A. Desparois, 173 First Ave., Lachine. Lachine 65.

A GREAT CANADIAN INDUSTRY. Operating 17 mills. Employing 10,000 people. THE DOMINION TEXTILE CO. LIMITED. Montreal — Toronto — Winnipeg.

Canada Steamships Limited are REAL friends of Labor employing a small army of workers from "NIAGARA TO THE SEA". Head Office: MONTREAL.

Canadian Car & Foundry Co. Limited. Passenger, Freight and General Service Cars for Steam and Electric Railways. 307 Craig Street W., Montreal.

ALGOMA STEEL CORPORATION Limited. SAULT STE. MARIE, CANADA. Cable Address "Algotest" Code used WESTERN UNION.

THE THOS. DAVIDSON Manufacturing Co., Limited. Established 1860. Manufacturers of Premier Quality Enamelled & Sheet Metal Wares. MONTREAL. Toronto, Winnipeg, Vancouver.

LAPORTE, MARTIN LIMITEE. EPICIERES EN GROS. 584 rue Saint-Paul Ouest. Tél. Main 3768. MONTREAL.

P. LYALL & SONS CONSTRUCTION CO., LIMITED. General Contractors. 701 Transportation Bldg., Montreal. William Lyall, Pres. & Man. Directo.

FURNITURE AND HOUSE FURNISHING. In all branches is our specialty, with 25 years experience. Our idea always has been that square dealings make lasting friends. Our credit terms most liberal. Try us. Metropolitan House Furnishing. 32 Notre Dame Street W., Montrea.

UNITED SHOE MACHINERY CO OF CANADA, LIMITED. MONTREAL. QUEBEC. TORONTO. KITCHENER. USMC.

Steel Products of Every Description. From ore to finished product—all within the Empire. BRITISH EMPIRE STEEL Corporation, Ltd. Canada Cement Building, Montrea.

"A square deal for ALL". International Time Recorder. Make every man his own timekeeper. All styles for all businesses. Makers of International Dayton Salt and International Sorting and Tallying Machines.

ANGLIN NORCROSS, LIMITED. General Contractors. 65 Victoria Street, Head Office. Large employers of labor the year round.



You can get your share

One Canadian Dept. Store receives an average of 19000 telephone orders in one day—many of them by Long Distance.

There are smaller stores in smaller towns that receive as large a percentage of orders by telephone.

No matter how small your establishment may be, you can get your share of telephone trade—if you organize to handle it and make a determined effort to get it.

If you are one of those ambitious merchants who realize that doing business by telephone is only at the beginning of a big expansion—count on our hearty co-operation.



Each New Subscriber Adds to the Value of Your Telephone.